



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Burkina Faso

Programme de développement rural durable (PDRD)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 09 au 23 septembre 2013

Date du document: 02/10/2013

No. du Projet: 639-BF

No. du rapport: 3157-BF

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	1
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du programme	1
C.	Produits et effets	2
D.	État d'avancement de l'exécution du programme	11
E.	Aspects fiduciaires	14
F.	Durabilité	17
G.	Autres aspects	19
H.	Conclusion	19

Liste des illustrations

Figure 1 : Décaissement par source de financement

Figure 2 : Décaissement du Prêt FIDA

Liste des tableaux

Tableau 5A : Performance financière par bailleur de fonds

Tableau 5B : Performance financière par bailleur de fonds et par composante

Tableau 5C : Décaissement de prêt FIDA

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	21
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	25
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	31
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	35
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	39
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	42
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	43

Sigles et acronymes

ACI	Association de Crédit Intermédiaire
ACT	Agriculture de Conservation des Terres
AGR	Activités Génératrices de revenus
AME	Association des Mères Educatrices
APE	Association des Parents d'Elèves
AR	Antenne Régionale
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique Occidentale
BICIAB	Banque Internationale du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture du Burkina
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CCFV	Commission de Conciliation Foncière Villageoise
CCP	Programme de Partenariat National
CES/AGF	Conservation des Eaux et des Sols/Défense et Restauration des Sols
CFV	Commission Foncière Villageoise
CdG ou COGES	Comité de Gestion
CM	Conseil Municipal
CSPS	Centre de Santé et de Promotion Sociale
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CV	Caisse Villageoise
CVD	Conseil Villageois de Développement
DCPN	Direction Régionale des Caisses Populaires du Nord
DF	Digue Filtrante
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGFOMR	Direction Générale du Foncier et de l'Organisation du Monde Rural
DGEP	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESA	Direction Générale des Etudes et des Statistiques sectorielles Agricoles
DPIDT	Direction Provinciale des Infrastructures du Désenclavement et du Transport
DRASA	Direction Régionale de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
DREAHA	Direction Régionale de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hydraulique Agricole
DREDD	Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable
DRHU	Direction Régionale de l'Habitat et de l'Urbanisme
DRF	Dossier de Remboursement des Fonds
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
DRIDT	Direction Régionale des Infrastructures du Désenclavement et du Transport
DRPFG	Direction Régionale de la Promotion de la Femme et du Genre
DRRAH	Direction Régionale des Ressources Animales et Halieutiques
DRS	Direction Régionale et de la Santé
ENEA	Ente Nazionale per Energie Alternative
FAJO	FIT Conseils, ATEF, Jade Productions et ODEC (opérateur de mise en œuvre du projet de sécurisation foncière 2 ^{ème} phase du MCA-BF)
FCPB	Faïtière des Caisses Populaires du Burkina
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FFS	Farmer's Field School
FIC	Fonds d'Investissement Communautaire
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
ICRAF	Centre International pour la Recherche en Agro-Foresterie
ICRISAT	International Crops Research for Institute for the Semi Arid Tropics
IEC	Information, Education, Communication
IFDC	Centre International pour le Développement des Engrais
INERA	Institut National de l'Environnement et de la Recherche Agricole
IST	Infection sexuellement transmissible
MASA	Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire
MATDS	Ministère de l'administration territoriale et de la sécurité
MCA-BF	Millennium Challenge Account – Burkina Faso
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEG	Médicaments Essentiels Génériques

MJDH	Ministère de la Justice et des Droits Humains
MMR	Maternité à Moindre Risque
OFID	Fonds de l'OPEP pour le Développement International
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP ou OPA	Organisation Paysanne ou Organisation des Producteurs Agricoles
OPSF	Opération Pilote de Sécurisation Foncière en milieu rural
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCD	Plan Communal de Développement
PDRD	Programme de Développement Rural Durable
PROMISO	Projet Mil et Sorgho
PRP	Projet Riz Pluvial
PNSFMR	Politique Nationale de Sécurisation Foncière en Milieu Rural
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PV	Procès-Verbal
RAF	Réorganisation Agraire et Foncière
RCPB	Réseau des Caisses Populaires du Burkina
RMP	Revue à Mi-Parcours
SE	Suivi Evaluation
SIG	Système d'Information Géographique
SFR	Service Foncier Rural
SG	Secrétaire Général
STD	Service Technique Déconcentré
TAG	Don d'Assistance Technique
TDH	Terre Des Hommes
UGP	Unité de Gestion du Projet
USD	Dollar des Etats Unis

A. Introduction¹

1. Du 09 au 23 septembre 2013, une mission de supervision FIDA s'est rendue au Burkina Faso pour procéder à la septième et dernière supervision du PDRD. L'objectif principal de la mission était d'évaluer l'état d'avancement de l'exécution physique et financière des activités du programme vis-à-vis des recommandations de la mission de supervision d'octobre 2012. Entre autres, la mission devait: (i) évaluer l'ensemble de l'exécution du PDRD, vérifier les produits et réalisations et analyser l'état d'avancement de l'exécution vis-à-vis du PTBA 2013; (ii) passer en revue les aspects fiduciaires; (iii) proposer de nouvelles recommandations pour faire face aux éventuels problèmes liés à l'exécution, à la réalisation des objectifs du programme et à la durabilité des interventions ; et (iv) appuyer l'Unité de Gestion du programme (UGP) dans la préparation de la phase d'achèvement technique et financière du programme. La mission devait également évaluer les progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs du programme avec un examen approfondi des réalisations physiques, techniques et financières enregistrées à ce jour. En particulier, la mission devait apprécier les changements intervenus auprès des populations bénéficiaires et formuler des recommandations et propositions pertinentes et faisables pour pérenniser les acquis du programme.

2. A Ouagadougou, la mission a été reçue au début et en fin de mission par M. Mahama Zoungana, Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire. Elle a tenu des séances de travail avec la DGEP/MEF, la DGESS/MASA, la DGFOMR/MASA, l'INERA et la Faïtière des Caisses Populaires du Burkina. La mission a rencontré les autorités administratives des régions du Nord et du Centre Nord. La mission a visité les réalisations du programme dans les cinq provinces d'intervention du PDRD (Bam, Loroum, Passoré, Yatenga et Zondoma). Elle a tenu des séances de travail avec les Directions régionales du Nord (DRASA, DRRAH, DREAHA, DREDD, DRHU, DRIDT, DRPFG, DRS), la DCPN, la CRA, l'équipe de l'Unité de Gestion du programme (UGP/PDRD), les institutions et opérateurs partenaires, les groupements et des individus bénéficiaires. Les principales conclusions et recommandations de la mission ont été présentées le 23 septembre 2013 à Ouagadougou au cours d'une réunion de restitution présidée par M. Inoussa Ouiminga, Directeur Général de l'Economie et de la Planification, et regroupant l'UGP, les cadres du Premier Ministère, du MASA, de la DGEP et de la DGCOOP.

3. La mission exprime ses remerciements au Gouvernement du Burkina Faso et à toutes les personnes rencontrées pour l'accueil, la disponibilité et la qualité des échanges qu'elle a eus avec elles. Elle tient particulièrement à remercier l'équipe du PDRD pour les documents mis à la disposition de la mission et la bonne organisation des visites sur le terrain.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme

4. Le programme est entré en vigueur en 2005 et sa mise en œuvre opérationnelle a commencé en 2006. Le PDRD est financé conjointement par le FIDA, le FEM, l'OFID, la BOAD, le Gouvernement et les bénéficiaires pour un total effectif équivalent à 35,8 millions d'USD, auquel le FIDA contribue pour 45% sous forme de prêt, équivalent à 16 millions d'USD, le Gouvernement pour 18%, pour une valeur équivalente à 6,4 millions d'USD, et les bénéficiaires pour 8%, pour une valeur équivalente à 3 millions d'USD. Le FEM, l'OFID et la BOAD y contribuent à hauteur de 6%, 8% et 15% respectivement. Au 31 août 2013, les réalisations financières cumulées s'élèvent à 15 866,64 millions de FCFA (équivalent à 29,4 millions d'USD), soit un taux de réalisation de 93,81% des prévisions totales. Ce taux est jugé satisfaisant à quatre mois de l'achèvement du programme.

¹ Composition de la mission: Damien Ngendahayo, Agronome et chef de mission, Maladho Barry, Ingénieur expert en infrastructures rurales, Marius Sanon, Ingénieur expert en aménagements hydro-agricoles et, Saïdou Sanou, Sociologue et expert en questions foncières. Cristiana Sparacino et Jean Pascal Kaboré, respectivement CPM et CPO du FIDA au Burkina Faso se sont joints à la mission du 17 au 23 septembre 2013. La mission était accompagnée sur le terrain (11 au 19 septembre) par S.Guy Frédéric Zoungana, Conseiller des affaires économiques et en gestion de l'environnement/Premier Ministère, Emmanuel T.M Bansé, Chargé de programme/DGEP/MEF, Christian Doly, Chargé d'études/DGCOOP/MEF, et Sidiki Lingani, Chargé de suivi-évaluation des projets/DGESA/MASA.

5. Le taux de réalisation financière du PTBA 2013 est globalement satisfaisant. Le montant des réalisations financières s'élève à 1 217 millions FCFA (2,4 millions USD) au 31 août 2013, sur un objectif annuel de 2 136 millions de FCFA (4,2 millions d'USD), soit un taux de réalisation de 57%. Ce taux cache cependant des disparités importantes entre composantes. Il est de 76% pour la composante 1 « Structuration paysanne », 14% pour la composante 2 « Sécurisation foncière », 50% pour la composante 3 « Développement durable des capacités productives », et 36% pour la composante 4 « Organisation et gestion du programme ». La composante « Sécurisation foncière » enregistre des résultats relativement faibles depuis le démarrage du programme et cette tendance ne pourra pas être inversée avant l'achèvement du programme. Le taux de réalisation relativement faible pour la composante « Organisation et gestion du programme » s'explique par le fait que les études prévues dans le cadre du suivi-évaluation ne sont pas encore exécutées, surtout à cause des lenteurs dans la passation des marchés.

6. A l'exception de certaines activités de la composante 2, la plupart des objectifs physiques du programme ont été réalisés ou même dépassés particulièrement pour la composante 1 et la composante 3. A titre indicatif, les objectifs révisés à la Revue à mi-parcours (RMP) pour le Fonds d'Investissement Communautaire (FIC), ont été réalisés à 107,7% pour les pistes rurales, 122,22% pour les Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS), et 111,11% pour les complexes scolaires. En dehors de quelques cas où des malfaçons et des dégradations ont été signalées et qui devront être corrigées avant l'achèvement du programme, les infrastructures livrées répondent aux normes sectorielles et sont inscrites à l'intérieur des schémas nationaux et régionaux. Les aspects liés à la durabilité ont été partiellement pris en compte par la mise en place de Comités de Gestion (COGES) et le transfert de la responsabilité de la maintenance aux structures concernées.

7. De même, les différentes activités prévues au titre de la composante 3 ont connu des dépassements plus ou moins importants dans leur exécution physique avec des taux atteignant 305% pour les aménagements en demi-lunes et zaï. L'activité qui connaît le plus faible taux de réalisation est l'aménagement de périmètres maraîchers (569,36 ha soit 75,91%). Cependant, avec la réalisation des 55 ha de périmètres maraîchers prévus dans le PTBA 2013 au 4ème trimestre, le taux de réalisation physique devrait atteindre 83,25%.

8. Le rythme d'exécution physique des activités inscrites au PTBA 2013 est satisfaisant. Si les problèmes de trésorerie du programme ne freinent pas ce rythme, les objectifs physiques seront atteints à 80% ou plus, à l'exception des activités liées à la sécurisation foncière.

C. Produits et effets

Composante 1 : Structuration Paysanne

Sous composante 1.1 : Développement des capacités de gestion et de coordination participative

9. Cette sous composante vise le renforcement des capacités d'organisation, de planification et de gestion des structures paysannes locales afin de leur permettre de réaliser et de gérer d'une manière pérenne les activités susceptibles d'améliorer leurs conditions et niveaux de vie.

10. **Formations.** Certaines formations réalisées en 2013 ont connu un dépassement par rapport aux prévisions ; il s'agit des formations en organisation et fonctionnement interne d'une structure (110%), en techniques liées aux Activités Génératrices de Revenus (AGR - 108,7%) et celles relatives aux foyers améliorés (103,4%). Les formations au montage de projets et techniques de recherche de financement, celles des membres des COGES (bas-fonds, sites maraîchers et infrastructures) et sur les droits civils ont connu un taux de réalisation très satisfaisant (95 à 98%).

11. Toutefois, les visites de sites sur le terrain lors de la mission de supervision ont révélé certaines faiblesses incluant:

- la faible structuration de certains COGES (ex : à Boursouma, pas de groupement constitué à la sixième année d'exploitation du bas fond rizicole, le même comité reste en charge des

- activités, pas de caisse de fonctionnement et aucune initiative de levée de fonds hormis une modique somme de 200 FCFA payée par chaque exploitant à l'attribution des parcelles) ;
- la non mise par écrit des règles de gestion adoptées en interne (ex : bas-fonds rizicoles de Secko et de Tansalga); et
 - la fragilité des acquis quant à l'organisation des exploitants sur les dernières parcelles aménagées et mises en culture (2012 et 2013 notamment).

12. **Participation des femmes.** Les séances de sensibilisation (causeries-débats) destinées aux femmes ont connu un taux de réalisation de 128,7%. Il s'agit du meilleur taux de réalisation de la sous-composante renforcement des capacités. Des compétences en ressources humaines sont donc aujourd'hui disponibles localement (leaders «genre» et points focaux IEC) et la question cruciale est de savoir comment ces compétences pourraient continuer à être valorisées après l'achèvement du PDRD.

13. Des dispositions pour suivre la valorisation des compétences constituées ont été prises par le programme et des contacts sont déjà noués avec la Direction Régionale de la Promotion de la Femme et du Genre du Nord pour ce qui est des leaders «genre». Dans la mesure où les points focaux IEC sont compétents dans l'animation de thèmes variés qui correspondent aux réalités locales (éducation des jeunes filles, gestion des ressources naturelles, Infections Sexuellement Transmissibles (IST)/VIH SIDA, etc.), la mise en relation doit concerner plusieurs partenaires : Promotion de la femme, Santé, Education, Environnement, etc.

14. **Actions prioritaires.** Les actions prioritaires à réaliser dans les trois prochains mois telles que convenues avec l'UGP sont axées essentiellement sur la poursuite et la consolidation de la mise en réseau des leaders «genre» et points focaux IEC avec l'implication des Directions régionales en charge du genre.

Sous composante 1.2 : Fonds d'investissement communautaire

15. La stratégie de mise en œuvre de ce fonds a connu des changements significatifs validés par la revue à mi-parcours influencée par l'évolution institutionnelle du pays; on est ainsi passé des Commissions Villageoises de Gestion des Terroirs (CVGT) - Commissions Inter-Villageoises de Gestion des Terroirs (CIVGT) aux Conseils Municipaux (CM). Il en est résulté que du fonds d'investissement communautaire on est passé à un fonds d'investissement communal.

16. **Pistes rurales.** L'objectif révisé du PDRD à la RMP est de 60 km sur financement OFID en matière de construction/réhabilitation de pistes. Ce linéaire de 60 km est réparti entre les provinces du Loroum et du Zondoma. Les études techniques de 141 km dans les 5 provinces (Loroum, Yatenga, Passoré, Zondoma et Bam) ont été financées sur les ressources de l'OFID et de la BOAD. A titre de rappel, le cofinancement de la BOAD a permis de réhabiliter 41,06 km dont 21,209 km dans le Passoré et 19,851 km dans le Bam. Ces tronçons sont réceptionnés et transférés à l'administration en charge des infrastructures et du désenclavement.

17. Dans la province du Loroum, les travaux de construction sont encore en cours sur un linéaire total de 26,907 km repartis sur les tronçons Illigué –Sillia -You (17,6 km) et You –Todiam (9,300 km). Ces travaux sont exécutés par le Groupement d'entreprises CARTAS–B/CTG. L'avancement des travaux est estimé à environ 80% après 8 mois de dépassement du délai contractuel initial. Le cabinet AC3E assure le contrôle des travaux. Les arrêts prolongés des travaux doublés d'une mobilisation insuffisante du matériel et du personnel et du dysfonctionnement du groupement d'entreprises, expliquent le retard enregistré.

18. Dans la province du Zondoma, des travaux routiers de très bonne qualité ont été exécutés par l'entreprise GTB sur les tronçons Kindibo –Bassi (11,899 km) et Gourcy – Bangassé (25,795 km) et totalisent 37,694km. Les ouvrages ont été provisoirement réceptionnés en juin 2013. A la fin des travaux en cours dans le Loroum, le cumul des réalisations sur financement OFID sera de 64,601 km. Les tronçons de pistes réhabilités répondent aux normes nationales d'aménagement des pistes rurales et désenclavent des zones de production tout en facilitant l'accès aux marchés, aux centres de santé et aux complexes scolaires. Des reboisements de compensation ont été réalisés pour

chaque piste en collaboration avec la Direction Provinciale de l'Environnement et du Développement Durable et les Comités Villageois de Développement (CVD) qui veillent sur le taux de reprise et l'entretien.

19. Pour la durabilité des investissements routiers, les travaux d'entretien seront programmés et exécutés aux niveaux régional et provincial dans le cadre du service d'entretien courant une fois les réceptions définitives organisées et les transferts opérés.

20. **Centres de santé et de promotion sociale (CSPS).** Le PDRD a construit 6 CSPS et réhabilité 5 autres. Ces réalisations participent à l'amélioration du taux d'accès des populations aux infrastructures sanitaires et visent à atteindre les normes de couverture sanitaire sur un rayon de 5 km, soit une aire d'influence de 80 km². Sur les 11 CSPS construits et/ou réhabilités, 8 sont fonctionnels et 3 sont achevés et provisoirement réceptionnés. Globalement les travaux sont bien exécutés à l'exception du CSPS de Koaltanghin provisoirement réceptionné mais qui n'a jamais fonctionné du fait des malfaçons qui ont caractérisé sa réalisation. Ce CSPS nécessite d'importants travaux de réfection (reprise des toitures, des plafonds et de la peinture etc.) au niveau de tous les blocs (dispensaire, dépôt MEG, logement etc.).

21. Le personnel de santé (infirmière chef de poste, agent itinérant de santé, accoucheuses auxiliaires et gérant du dépôt pharmaceutique MEG) est en place. Chaque CSPS relève d'un district sanitaire qui lui offre un téléphone mobile rattaché à une flotte pour le transfert des données. Le Gouvernement a mis à disposition des mobylettes et des réfrigérateurs PEV. Globalement, les COGES sont mis en place mais la dynamique et la fonctionnalité est bien variable.

22. Les principales pathologies traitées sont le paludisme, les infections respiratoires aiguës et les parasitoses. Certains CSPS dont celui de Teonsogo, bénéficient du partenariat de l'ONG Terre des Hommes (TDH) qui prend en charge les soins des enfants de moins de 5 ans et subventionne les accouchements. Le PAM intervient dans la prise en charge de la malnutrition chez les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes tandis que Medicus Mundis appuie les activités de lutte contre le paludisme et la maternité à moindre risque (MMR). La gratuité des soins et la disponibilité du personnel au niveau des CSPS bénéficiant du partenariat des ONG expliquent la très forte affluence de patients en provenance d'autres districts sanitaires d'où l'insuffisance de lits au niveau de ces centres. Les CSPS de Koaltanghin et Péla sont difficiles d'accès en saison des pluies à cause de l'absence d'ouvrages de franchissement sur des petits cours d'eau. Cet enclavement temporaire est de nature à réduire le taux de fréquentation de ces centres et l'efficacité des services rendus. Les domaines des CSPS ont des superficies qui varient entre 5 et 10 ha et sont offerts par des propriétaires coutumiers ou par les communautés sur la base de PV de palabres mais ne sont pas délimités.

23. **Complexes scolaires.** Le PDRD a réalisé 12 complexes scolaires (2 en cours d'achèvement) dont 7 financés sur les ressources du Gouvernement et réceptionnés et 5 autres sur les ressources de l'OFID. Les trois complexes scolaires de Rallo, Baniou et Tougou Tambégdin financés par l'OFID sont achevés et transférés aux bénéficiaires. Deux autres complexes (Ronga et Niondegré) sont en cours d'exécution avec un taux d'avancement moyen de 60% pour chacun. Il est attendu que les travaux en cours soient achevés et la réception provisoire organisée avant la fin du mois de novembre 2013. Le complexe scolaire de Ronga se construit sans point d'eau du fait de l'épuisement des fonds BOAD alloués au volet hydraulique.

24. Les Associations de Parents d'Elèves (APE), les Associations de Mères Educatrices (AME) sont toutes mises en place et fonctionnelles au niveau des complexes achevés. Elles tiennent des statistiques sur les taux de réussite des enfants aux examens, les apports en vivres fournis par les parents, le gouvernement et le PAM. Les bureaux des APE participent au recrutement des nouveaux élèves et accompagnent les candidats aux centres d'examen. Un bureau communal des APE est créé et tous les bureaux des APE ont été renouvelés au moins une fois. La Commune de Gomponson dont relève le complexe scolaire de Banioua a l'avantage de se trouver dans une zone pilote de réforme de l'éducation qui assure la mise à disposition gratuite des fournitures.

25. L'Ente Nazionale per le Energie Alternative (ENEA) a, dans le cadre de la création de partenariat entre les écoles italiennes et africaines pour l'électrification des écoles rurales, fourni à 10 écoles des installations photovoltaïques pour faciliter les cours du soir. Certaines de ces installations sont en panne et nécessitent d'être réparées par les APE.

26. **Suivi et contrôle des travaux.** La réalisation des travaux de construction des infrastructures scolaires et sanitaires a manqué de suivi et contrôle réguliers. Les services techniques ont été sollicités pour faire une supervision des travaux à travers un protocole. En dépit de ce dispositif, des insuffisances et malfaçons ont été relevées sur le CSPS de Koaltanghin. Le contrôle des travaux de construction/réhabilitation des pistes a été assuré par des bureaux d'ingénieurs conseils privés. Les principales difficultés rencontrées sont : (i) le dépassement des délais contractuels des entreprises, (ii) le dysfonctionnement du groupement d'entreprises CARTAS-B/CTG, (iii) le retard dans l'organisation des réceptions définitives et les dégradations des infrastructures qui s'en suivent et (iv) le retard de paiement des décomptes.

27. **Utilisation des retenues de garantie.** Une correspondance a été envoyée par le Ministre de l'Economie et des Finances au FIDA le 10 juillet 2013 demandant l'avis de non objection pour l'utilisation des retenues de garantie de 5 entreprises n'ayant pas remédié aux malfaçons dans les délais requis. Suite aux visites des infrastructures pendant la présente mission de supervision et au vu de la dernière correspondance du SG du MASA en date du 20 septembre 2013 qui informe le FIDA avoir donné au coordonnateur du PDRD des instructions pour la saisie des retenues de garantie sur les marchés des entreprises citées dans la correspondance **conformément à la réglementation du Burkina Faso**, le FIDA accorde son avis de non objection à l'utilisation de ces retenues de garantie pour la correction des malfaçons constatées. En outre, la mission a constaté le besoin d'acquisition d'équipements sanitaires pour les CSPS tel celui de Teonsogo et recommande que les reliquats éventuels des retenues de garantie après la correction des malfaçons soient utilisés pour l'achat de ces équipements.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre et consolider la mise en réseau des leaders «genre» et points focaux IEC	UGP et AR	Octobre 2013
Transférer l'accompagnement et la valorisation des compétences des leaders «genre» à la Directrice Régionale de la Promotion des Femmes et du Genre	UGP et AR	Novembre 2013
Remobiliser le groupement d'entreprises CARTAS-B/CTG afin que les travaux soient rapidement achevés .	UGP/AC3E	Date d'achèvement des travaux au plus tard le 15 novembre 2013
Corriger dans les règles de l'art, les dégradations intervenues au niveau du CSPS de Koaltanghin	UGP /Commune	Novembre 2013
Renforcer le comité de gestion pour le suivi des travaux de réfection du CSPS de Koaltanghin	UGP /Commune	Novembre 2013
Acquérir les équipements complémentaires du CSPS de Téonsogo (lits, matelas et étagères pour le dépôt MEG) et refaire la peinture	UGP /Commune/COGES	Novembre 2013
Initier la sécurisation des terrains des CSPS en procédant au bornage, à la délimitation par haie vive et par la recherche de titre foncier	Communes/COGES	Action continue
Attirer l'attention des communes à l'occasion des ateliers de transfert sur la nécessité d'inscrire les actions de désenclavement des CSPS dans leur PCD afin de mobiliser les ressources requises	UGP	Novembre 2013
Initier des échanges inter COGES sur des cas concrets de succès et/ou d'échec	UGP /Communes	Novembre 2013
En relation avec les services de santé, documenter dans le rapport d'activités 2013 le taux de fréquentation des CSPS et faire ressortir les éventuelles difficultés rencontrées	S-E/UGP	Novembre 2013
Attirer l'attention des communes à l'occasion des ateliers de transfert sur la nécessité d'inscrire la réalisation de points d'eau scolaires dans leur PCD afin de mobiliser les ressources requises	UGP	Novembre 2013 pour la tenue des ateliers de transfert
Sensibiliser les communes sur la nécessité de sécuriser les terrains affectés aux complexes scolaires	UGP	Novembre 2013 pour la tenue des ateliers de transfert
Initier des échanges inter APE et AME	UGP/Commune	Novembre 2013
Sensibiliser les APE et le personnel enseignant pour	UGP/Commune	Immédiat et avant fin novembre

assurer la sécurité, la maintenance et l'entretien des installations photovoltaïques conformément aux dispositions du contrat avec ENEA		2013
En relation avec les services de l'éducation nationale, documenter dans le rapport d'activités 2013 les statistiques scolaires et faire ressortir les éventuelles difficultés rencontrées	S/E	Novembre 2013
Actualiser la liste des complexes scolaires en difficulté et accompagner les APE dans la prise en charge des réparations	UGP/Commune	Immédiat et avant fin novembre 2013
Procéder à une évaluation contradictoire des travaux de correction nécessaires	UGP/DRHU/Entreprises	Immédiat
Faire réaliser les travaux de correction par des prestataires sous le contrôle et la supervision de la DRHU et de l'UGP	UGP/DRHU/Prestataires	Avant le 30 novembre 2013.

Composante 2 : Sécurisation Foncière

28. L'objectif de la composante sécurisation foncière est de parvenir à moyen terme à :

- la mise en place d'institutions de gestion foncière efficaces, compétentes, légales et légitimes (Services Fonciers Ruraux -SFR, Commissions Foncières Villageoises -CFV, Commissions de Conciliation Foncières Villageoises -CCFV) dans chacune des communes pilotes ;
- des droits fonciers officiellement reconnus et garantis, mais aussi des règles locales de gestion appropriées et légitimes, mises en place et reconnues par tous.

29. La composante sécurisation foncière est celle qui enregistre le plus faible taux de réalisation du programme (13,66% des réalisations financières du PTBA 2013 au 31/08/2013). Les principales activités attendues en 2013 ne sont pas encore réalisées. Il s'agit en particulier de :

- la mise en place de 63 CFV, 63 CCFV et 06 SFR, structures de gestion et de régulation foncières indispensables pour l'élaboration des actes de sécurisation foncière dans les communes ;
- la réalisation des ateliers communaux de formation sur les rôles et attributions de ces structures, les procédures et outils de gestion foncière locale et la gestion alternative des conflits ;
- la publication des meilleures expériences et innovations de l'opération pilote de sécurisation foncière (OPSF) du PDRD.

30. Les échanges et visites sur le terrain ont révélé les principaux éléments ci-après:

- en dehors des Procès-Verbaux (PV) de palabres, aucune autre piste de sécurisation foncière n'a été explorée ;
- le statut des périmètres aménagés reste peu clair et diffère d'un site à l'autre ;
- le contrat avec la DGFOMR pour la mise en place de structures villageoises pilotes de gestion foncière ne pourra être initié qu'à partir du mois d'octobre et le recrutement de l'agent domanial du SFR par l'ensemble des communes pilotes ne sera effectif qu'en 2014 ;
- l'aménagement des bas-fonds ne tient pas toujours compte des dispositions en vigueur sur la protection des berges des cours d'eau (cas du périmètre rizicole de Tansalga).

31. Les faibles performances de la composante sécurisation foncière sont liées à la complexité et à la sensibilité de la question foncière d'une part et d'autre part à la lenteur observée dans la mise en œuvre de la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural et la mise en place d'un fonds national de sécurisation foncière. A cela il faut ajouter la longueur des procédures de mobilisation des compétences requises pour appuyer la mise en œuvre des réalisations (cas du 2^{ème} contrat avec la Direction Générale du Foncier et de l'Organisation du Monde Rural DGFOMR). Toutefois, au-delà du PV de palabres, d'autres démarches de légitimation administrative pouvaient être initiées par le PDRD telles que l'adoption de textes règlementaires (arrêtés communaux et régionaux portant délimitation de pistes à bétail et cahiers de charges spécifiques par exemple, pour les périmètres aménagés).

32. Dans sa conception initiale, le PV de palabres est une étape transitoire qui permet la purge des droits coutumiers, en vue d'aller vers la délivrance d'un titre de jouissance ou de propriété (Cf. Réorganisation agraire et foncière, 1996). Or, cet acte est diversement interprété sur le terrain; ce qui jette un flou quant au statut juridique des périmètres aménagés par le programme.

33. Par ailleurs, l'opérationnalisation des SFR suppose non seulement l'existence de compétences humaines (mise en place de la structure et formation des agents), mais *aussi la disponibilité de ressources financières pour conduire les tâches préparatoires à la délivrance des actes de sécurisation foncière* (prise en charge des structures villageoises qui sont la cheville ouvrière du SFR, frais de déplacement des agents SFR, ...). Ceci n'exclut en aucune façon la nécessité d'un accompagnement de la tutelle des communes impliquées et des services techniques pour parfaire les formations et corriger les insuffisances des pratiques sur le terrain. En principe, l'ensemble de ces charges incombe aux communes rurales.

34. En accord avec l'UGP qui est en train d'expérimenter l'application de la loi 034/2009 sur 6 communes pilotes, la mission de supervision soutient la mise en place des CFV et CCFV (au total 48 structures villageoises – CFV et CCFV confondues) sous réserve de la prise en compte des dispositions suivantes :

- l'équipe du MASA chargée de la mise en place des structures locales de gestion foncière et le renforcement de leurs capacités devra comporter une compétence de la direction régionale du Nord (cellule chargée du foncier). Cet agent devra participer à l'ensemble du processus et sera chargé d'assurer le suivi/accompagnement des communes pilotes après l'achèvement du PDRD ;
- le MASA s'engage à trouver les moyens nécessaires pour accompagner la dynamique de sécurisation foncière dans les six (06) communes pilotes (formation des SFR, moyens de déplacement des SFR et de l'agent chargé du foncier à la DRASA).

35. Enfin, un ensemble de textes juridiques doit être pris en compte dans le processus de sécurisation foncière. Dans la perspective de la sécurisation du domaine public de l'eau par exemple, l'aménagement des bas-fonds doit tenir compte des dispositions de la loi 002-2002 portant Loi d'orientation relative à la gestion de l'eau. En l'occurrence, son décret d'application N°2005-193 fixe les procédures de délimitation des dépendances du domaine public de l'eau (cas des berges du Nakanbé).

36. Les actions prioritaires convenues avec l'UGP portent notamment sur la mise en œuvre du contrat d'exécution avec la DGFOMR (avant l'achèvement du programme), la réalisation des théâtres forums sur la gestion foncière, la tenue des ateliers communaux de renforcement des capacités des COGES sur les périmètres aménagés et les procédures de reconnaissance officielle des organisations paysannes (OP) et sur les procédures d'immatriculation des aménagements et infrastructures, l'établissement d'un état des lieux de la sécurisation foncière dans les anciens bas-fonds et périmètres maraichers aménagés.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Informier et sensibiliser le Gouvernement sur l'importance des mesures d'accompagnement à la mise en œuvre du protocole avec la DGFOMR	UGP/MASA	Immédiatement
Mettre en œuvre le contrat d'exécution passé entre l'UGP et la DGFOMR sur 24 villages test dans les six (06) communes pilotes	UGP et AR	Octobre à décembre 2013
Réaliser des théâtres forums sur la gestion foncière et la prise en compte des groupes vulnérables (2/commune pilote)	UGP et AR	Octobre – novembre 2013
Recruter des prestataires et tenir 6 ateliers communaux de renforcement des capacités des COGES sur les périmètres aménagés et les procédures de reconnaissance officielle des OP	UGP et AR	Novembre 2013
Recruter des prestataires et tenir 6 ateliers communaux sur les procédures d'immatriculation des aménagements et infrastructures	UGP et AR	Novembre 2013
Etablir un état des lieux sur la sécurisation foncière dans les anciens bas-fonds et périmètres maraichers aménagés et	UGP et AR	Immédiatement

attirer l'attention des communes et STD concernées sur le respect des dispositions initialement prises dans le PV sur les sites où des difficultés seront constatées		
Organiser un voyage d'étude à Barani (province de la Kossi) sur la gestion pastorale	UGP et AR	1 ^{ère} semaine de décembre 2013

Composante 3 : Développement Durable des Capacités Productives

Sous composante 3.1 : Protection et aménagement des bassins versants

37. La stratégie du programme pour la mise en œuvre de cette composante prévoyait une approche bassin-versant qui n'a pas été respectée suite à l'évolution institutionnelle dans le pays.

38. Cette sous composante vise l'aménagement de 68 500 ha d'aménagements anti-érosifs (cordons pierreux, digues filtrantes, zaï, demi-lunes), 750 ha de bas-fonds rizicoles et 750 ha de périmètres maraîchers.

39. **Réalisations cumulées.** Au 31 août 2013, les résultats atteints sont les suivants : (i) 61 990,5 ha soit 90,50% pour les aménagements anti-érosifs ; (ii) 569,36 ha soit 75,91% pour les périmètres maraîchers ; et (iii) 1 140,5 ha soit 152% pour les bas-fonds rizicoles. Pour les périmètres maraîchers, il est prévu l'aménagement de 55 ha au cours du dernier trimestre de 2013, ce qui portera la superficie totale aménagée à 624,36 ha soit un taux de réalisation de 83,25%.

40. **Digues filtrantes.** Pour les digues filtrantes (DF), la principale difficulté réside dans le transport des moellons (qui n'est pas possible par charrette à traction asine). Des alternatives ont été proposées par l'INERA pour réduire les difficultés liées à l'approvisionnement des moellons à savoir (i) l'aménagement des DF selon les courbes de niveau qui consomment moins de moellons, (ii) la plantation de bandes enherbées selon les courbes de niveau et (iii) la réalisation des diguettes en terre.

41. **Périmètres maraîchers.** Les aménagements des périmètres maraîchers ont consisté en un appui par le creusage et/ou le busage de puits maraîchers et un appui à la mise en valeur à travers l'encadrement. Ces aménagements à petite échelle ont permis aux exploitants (principalement les femmes), de produire des cultures maraîchères (oignon surtout). L'accès aux crédits à travers la sous composante appui aux AGRs a permis un développement très rapide de la production, conduisant ainsi à des méventes d'où la réelle nécessité d'organiser la filière.

42. **Aménagements de bas-fonds.** La grande adhésion des producteurs aux aménagements de bas-fonds explique le dépassement des superficies prévues pour cette activité jadis méconnue ou réalisée à très petite échelle dans la zone du programme. Les espaces aménagés sont entièrement occupés par les producteurs et il est noté l'installation de nombreux producteurs sur des parcelles hors aménagements ("non lotis"). Sur tous les sites aménagés, des comités de gestion ont été mis en place avec des niveaux de fonctionnement variables.

43. La technique d'aménagement retenue "Projet Riz Pluvial (PRP)" a consisté à réaliser des diguettes en terre compactée prélevée sur place sans protection par des enrochements. Cette technique a l'avantage d'être peu coûteuse et de permettre par conséquent l'accès aux parcelles aménagées à un grand nombre d'exploitants, elle est en plus facilement reproductible. Cependant, elle nécessite plus d'entretien des diguettes.

44. Les constats faits sur les sites aménagés visités révèlent des comités de gestion peu fonctionnels alors que ces aménagements nécessitent de fréquents travaux d'entretien pour une exploitation durable. Par ailleurs, il est relevé que plusieurs sites aménagés sont confrontés à des dégradations dues à l'érosion par les eaux de ruissellement ce qui nécessite la mise en place de mesures complémentaires telles que la réalisation de digues filtrantes à l'amont des sites.

45. **Exécution du PTBA 2013.** Au titre du PTBA 2013, les taux de réalisation physiques des activités de la sous composante varient de 133,4% (aménagements en demi-lunes et zaï) à 171% (aménagement de bas-fonds rizicoles) avec une moyenne de 147%.

Sous-composante 3.2 : Intensification et diversification agricole

46. Cette sous composante est exécutée à travers deux volets à savoir: "appui conseils" et "recherche/accompagnement" qui ont été conduits en partenariat avec des structures de recherche (INERA, IFDC, PROMISO, ICRAF, ACT).

47. **Appui-conseils.** Les activités du volet "appui-conseil" ont été développées sur la base des "champs écoles" réalisés par des "paysans facilitateurs" endogènes (1174 dans le cadre du partenariat avec l'INERA et 336 par le TAG-820) sur différents thèmes portant sur la production végétale d'une part et sur la production animale d'autre part. Les objectifs révisés par la RMP étaient de 848 paysans facilitateurs à former. Ces paysans ont à leur tour, formé plus de 6 000 paysans dupicateurs, une enquête dont le démarrage est prévu en octobre 2013 devrait permettre de mieux préciser le nombre de paysans dupicateurs ce qui donnerait une plus grande visibilité de l'impact de ce volet.

48. **Recherche/accompagnement.** Le volet a été mené à travers la mise en place de 830 "champs d'apprentissage" sur lesquels plusieurs thèmes d'intensification agricole ont été développés avec l'appui de l'INERA et d'autres structures de recherche. Les résultats de ces recherches sont en cours de capitalisation et les ateliers de mise en commun entre les différents acteurs ont été prévus en octobre 2013.

49. Il est indispensable que ces résultats soient capitalisés (sous forme de fiches techniques, posters, etc.), traduits dans les langues locales et diffusés dans la zone d'intervention du programme et au-delà dans toutes les zones d'utilisation potentielle.

50. **Exécution du PTBA 2013.** Les taux de réalisation obtenus pour les activités prévues dans le PTBA 2013 au titre de cette sous composante sont de 98% pour la formation des paysans facilitateurs et 79% pour la mise en place des champs d'apprentissage.

Sous-composante 3.3 : Appui aux Activités Génératrices de Revenus

51. La sous composante est exécutée à travers un partenariat avec le Réseau des Caisses Populaires du Burkina (RCPB). Elle a concerné (i) un appui institutionnel aux Caisses Populaires, (ii) l'octroi de crédit aux groupes cibles et (iii) la mise en place du fonds d'entrepreneuriat au bénéfice des femmes et des jeunes.

52. **Appui institutionnel aux Caisses Populaires.** L'appui a consisté en (i) la construction et l'équipement de la Caisse Populaire de Kongoussi (ii) la construction et l'équipement de 2 points de services (Guibaré et Bourzanga), (iii) l'équipement du point de service de Tougo qui a été construit par Africare et (iv) le recrutement, l'équipement et la prise en charge des salaires par le PDRD de 5 animatrices au bénéfice du RCPB. Cet appui institutionnel a permis un rapprochement des points de service auprès des populations cibles dans la zone d'intervention du PDRD, ce qui a eu un effet très bénéfique sur les activités du réseau notamment en termes de crédit accordé à sa clientèle dont une majorité de femmes. Cependant, l'adaptation des produits proposés au calendrier des activités développées n'a pas été suffisamment prise en compte.

53. **Octroi de crédit aux groupes cibles.** Le PDRD a appuyé à la mise en place de 837 caisses villageoises (sur une prévision de 100) et à la consolidation de plus de 1 000 caisses villageoises (sur une prévision de 200). Ces caisses villageoises structurées et formées par les animatrices du PDRD sont chargées de la collecte de l'épargne et de la gestion du crédit à la base. Le crédit cumulé octroyé aux membres des CV sur les fonds propres du RCPB est de 2 690 195 000 FCFA à plus de 6 000 emprunteurs. Le produit «Caisse Villageoise» a connu un grand succès et va certainement se poursuivre après l'achèvement du PDRD au regard de l'intérêt des bénéficiaires.

54. **Fonds d'entrepreneuriat.** La mise en place de ce fonds a pour objectif de faciliter l'accès des entrepreneurs femmes et jeunes de la zone de couverture du PDRD au crédit des caisses populaires par la fourniture d'une garantie de crédit sous forme d'épargne nantie. Ce volet s'exécute à travers un protocole entre la FCPB, le MASA et le PDRD signé en décembre 2009 mais le fonds n'a été fonctionnel qu'à partir de 2011. Les crédits accordés ont permis aux bénéficiaires de mener des AGR

portant sur l'élevage de la volaille, l'embouche ovine, bovine et porcine, le maraîchage (production d'oignon essentiellement), le petit commerce, la restauration, la couture, la coiffure, etc. En tout 140 projets portés par des individus ou des groupements/associations ont été financés pour un montant total de 143 160 000 FCFA sur un montant cumulé demandé de 154 477 000 FCFA. Les remboursements sont jugés satisfaisants par les animatrices et les responsables de la caisse populaire. Les bénéficiaires du fonds rencontrés lors de la mission ont positivement apprécié son utilité.

55. Pour permettre à ce type de fonds d'atteindre les objectifs, un délai d'opérationnalisation de 5 à 6 ans est nécessaire. Par conséquent, il est recommandé que ce fonds soit rétrocédé à la FCPB pour une durée d'au moins 5 ans après l'achèvement du programme. La mission recommande fortement que la procédure de demande de rétrocession du fonds entamée soit poursuivie et appuyée par un projet de convention de rétrocession qui devra requérir au préalable la non objection du FIDA

56. **Exécution du PTBA 2013.** Les niveaux d'exécution des activités prévues au titre du PTBA 2013 pour cette sous composante sont de 60% pour la mise en place de nouvelles structures villageoises d'épargne et de crédit (CV, CFC, ACI) et de 148% pour l'octroi de crédits : 222 535 000 FCFA de crédits octroyés à 5 647 emprunteuses membres des CV, CFC et ACI sur une prévision de 150 000 000 FCFA de crédit.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Achever l'exécution de l'aménagement des périmètres maraîchers et prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'appui conseil par les services techniques	UGP et AR	Avant le 31.12.2013
Informar les COGES et les appuyer pour une évaluation des besoins urgents en moellons pour la protection des bas-fonds et assurer la collecte et la livraison des moellons avant l'achèvement du PDRD	UGP et AR	Immédiatement
Sensibilisation continue des producteurs et des COGES des bas-fonds aménagés par les animateurs/animatrices du PDRD et les services techniques de l'agriculture	UGP et AR	Action continue jusqu'à l'achèvement du PDRD puis poursuite par les STD
Attirer l'attention des communes et des services techniques à l'occasion des ateliers de transfert sur la nécessité d'inscrire l'entretien et le renforcement de la protection des aménagements dans leur PCD afin de mobiliser les ressources requises	UGP	Novembre 2013
Tenue effective des ateliers sur les acquis de la recherche/développement et recherche de stratégies de diffusion des résultats	UGP/ structures de recherche	Novembre 2013
Rendre disponibles les fiches techniques et les traduire dans les langues locales et assurer une large diffusion de ces fiches	UGP/ structures de recherche	Novembre 2013
Poursuite de la sensibilisation des CV sur les mécanismes de fonctionnement du fonds d'entrepreneuriat et sur la gestion du crédit	UGP, AP/FCPB	Novembre 2013
Proposer un projet de convention de rétrocession du fonds d'entrepreneuriat à la non objection du FIDA	UGP	Octobre 2013
Prévoir dans le protocole de rétrocession du fonds un dispositif de suivi de son fonctionnement après le PDRD afin d'en documenter la performance et l'impact	UGP	Octobre 2013
Procéder à la rétrocession effective du fonds d'entrepreneuriat	Gouvernement	Décembre 2013

Don FEM

57. Le don FEM assure le financement de plusieurs activités de la composante sécurisation foncière. La présente mission de supervision a apporté son soutien à la mise en place de structures villageoises de gestion foncière dans 24 villages test et la formation à leurs rôles et attributions (cf composante 2).

58. Le don FEM finance des micro-projets environnementaux. Le taux de réalisation de ces micro-projets² est de 45%. En ce qui concerne la réalisation des bosquets scolaires et villageois, deux faiblesses majeures ont été relevées :

- la réalisation tardive de l'ensemble des bosquets visités (plantation en août 2013) liée au démarrage tardif des pluies ;
- sur les bosquets villageois, les plants ne sont pas protégés contre la divagation des animaux ; ce qui présage de faibles taux de survie ;
- l'organisation pour l'entretien des bosquets n'est pas encore murie localement.

59. En outre, plusieurs activités ont été programmées dans le cadre de ce volet et attendent d'être exécutées. Elles sont reprises dans les actions prioritaires convenues ci-dessous et doivent constituer la priorité des interventions du programme avant son achèvement. Ces actions seront exécutées en partenariat avec : (i) les communes concernées, (ii) le service chargé de l'environnement, (iii) les radios la Voix du paysan, l'Amitié et Nerwaya, (iv) le MCA-BF, le groupement FAJO, et (v) les prestataires de services. Il convient cependant de noter que les trois études prévues sur le financement du fonds FEM et l'action test d'immatriculation des périmètres aménagés ne peuvent être engagées et achevées avant le 31 janvier 2014.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Sensibiliser les promotrices/promoteurs sur les responsabilités prises pour la mise en place des bosquets	UGP et AR	Immédiatement et de façon continue
Réaliser des émissions radio sur la gestion foncière et la prise en compte des groupes défavorisés	UGP et AR	Octobre 2013
Organiser des voyages d'études à Bama, Djibo et Pobé Mengao (Communes pilotes MCA-BF) sur la mise en place et le fonctionnement des SFR	UGP et AR	Fin Octobre 2013
Publier les meilleures innovations et expériences de l'OPSF/PDRD	UGP et AR	Courant Novembre 2013
Organiser des ateliers communaux (un par commune pilote) sur les bonnes pratiques de gestion durable des terres	UGP et AR	1 ^{ère} quinzaine de Décembre 2013

D. État d'avancement de l'exécution du programme

60. **Performance de gestion du programme.** La structure de gestion du PDRD est constituée par l'UGP au niveau central qui assure la coordination de l'ensemble de la mise en œuvre du programme et 3 antennes régionales impliquées dans la coordination de l'exécution des activités du programme dans les 5 provinces d'intervention. L'exécution proprement dite des activités est assurée par les services techniques déconcentrés de l'Etat, les prestataires de services et les bénéficiaires regroupés en associations/organisations au niveau communautaire. Le programme entre dans son dernier trimestre d'exécution des activités sur le terrain. D'une manière générale, la gestion du programme est satisfaisante si on se réfère aux taux de réalisations physiques et financières cumulées et au respect des procédures de gestion convenues dans les accords de financement. Cependant, comme mentionné par la dernière mission de supervision, les coûts de gestion (salaires et frais de fonctionnement) ont fortement affecté l'efficacité financière et opérationnelle du programme. En effet, le total cumulé de ces coûts est estimé à 156% des allocations initiales au 31/08/2013. Ceci a occasionné l'intervention du Gouvernement pour prendre en charge les frais supplémentaires de gestion du programme. A titre indicatif, l'Etat a décaissé à ce jour 1 021 millions de FCFA pour les coûts de gestion, soit 26% du total des coûts de gestion encourus par le programme au 31/08/2013, alors que son allocation initiale pour ces dépenses était de 88 560 000 FCFA, soit 3,45% des coûts totaux de gestion prévus dans le rapport de pré-évaluation. Il résulte de cette situation que les coûts de gestion pris en charge par l'Etat représentent 35% des fonds déjà décaissés par la Contrepartie Nationale sur toutes les catégories de dépenses, alors qu'initialement ces coûts devaient représenter seulement 2,54% de l'allocation initiale imputable à la Contrepartie Nationale.

61. **Personnel du PDRD.** Le personnel du PDRD comprend actuellement 57 personnes dont 9 cadres pris en charge sur fonds FIDA, 2 agents sur fonds FEM, 23 agents sur fonds de contrepartie et

² Ceci entre dans le cadre de la réalisation du sous-programme Nord du CCP (Volet FEM).

23 animateurs et animatrices recrutés comme prestataires de service. Ceci montre que depuis la mission de supervision de 2011, une réduction très significative du personnel (105 personnes en 2011) a été effectuée pour ramener les coûts de salaires et de fonctionnement à un niveau acceptable. Après l'achèvement du programme, l'UGP maintiendra une équipe restreinte composée du Coordonnateur, du Responsable Administratif et Financier, du Comptable, du Responsable de Suivi-évaluation et du personnel d'appui (le personnel d'appui est payé par la contrepartie). Pour le personnel non retenu au-delà de la date d'achèvement, l'UGP devra procéder au paiement des indemnités de fin de service prévues dans les contrats.

62. **Suivi et Evaluation (SE).** Le personnel du programme en charge du suivi-évaluation se compose de 2 cadres au niveau de l'UGP assistés de 3 enquêteurs basés au niveau des antennes et animateurs/trices au niveau département. Au courant de 2013, le PDRD a poursuivi la collecte et le traitement des données relatives aux réalisations faites aux différents échelons (site/village d'intervention, commune, province et région). Le PDRD dispose actuellement (i) d'un SIG avec toutes les réalisations géo référencées et produites sur cartes, (ii) d'une banque de données qui fournit la liste des 395 villages touchés avec une estimation de la population directement touchée au 31 décembre 2012 à 574 470 personnes dont 336 507 femmes soit 58,58%. Le programme a appuyé l'organisation de séances d'auto évaluation participative dans soixante-deux (62) villages échantillons à l'aide de l'outil communautaire « arbre de vérité ». Les critères qualitatifs d'efficacité, d'efficience, de pertinence et d'impact ont permis aux communautés villageoises d'évaluer les principales réalisations. Les outils nécessaires à la réalisation des enquêtes portant sur (i) l'évaluation du niveau de fonctionnalité des paysans facilitateurs formés et (ii) la mise en valeur des bas-fonds rizières aménagés et le niveau d'accès des producteurs/ productrices installés sur les sites sont élaborés. Les enquêtes suivantes sont en cours de préparation : (i) Enquête « benchmark » couplée à la réalisation de la troisième édition de l'enquête d'impact SYGRI, (ii) Etude d'impact institutionnel (évaluation de l'offre technique achevée), (iii) Etude de l'évolution du taux de couverture végétale du sol, (iv) Etude sur le taux de matière organique dans le sol, et (v) Etude du taux de régression des sols nus.

63. **Prise en compte du genre.** La prise en compte du genre est assurée tant dans le cadre de l'exploitation des périmètres maraîchers et bas-fonds rizières aménagés que dans l'exercice des activités génératrices de revenus. Sur un total de 26 573 exploitants installés sur les périmètres maraîchers et bas-fonds rizières, 52,61% sont des femmes (cumul depuis le démarrage du PDRD, excepté les périmètres maraîchers prévus dans le PTBA 2013) qui bénéficient ainsi d'un droit de jouissance sur les parcelles aménagées. Cependant, même si les femmes sont représentées dans les instances de décision (CVD, COGES, etc.), leur proportion reste faible (environ 20%).

64. En outre et grâce aux crédits contractés, le petit commerce est mis en œuvre par 19 bénéficiaires dont plus de 78% de femmes autour des grands centres urbains de la province du Yatenga (Ouahigouya, Kalsaka, Oula, etc.). Enfin, l'embouche et l'élevage naisseur sont pratiqués par 143 promoteurs (soit 29,48% des promoteurs des AGR) avec une proportion plus importante de femmes.

65. **Innovations et Apprentissage.** A travers les dons d'assistance technique du FIDA, le PDRD a testé des innovations techniques qui ont été développées. En outre, le PDRD a procédé à la diffusion de paquets technologiques dont l'application participera à l'amélioration de la productivité agricole et à la gestion durable des ressources naturelles. Il a poursuivi, la vulgarisation des bonnes pratiques de conservation des eaux et des sols et d'agroforesterie (cordons pierreux, demi-lunes, zaï manuel et mécanique, végétalisation herbacée et arbustive des cordons pierreux, production et utilisation de la fumure organique) à travers l'approche champ école des producteurs (Farmer-field schools-FFS). En 2013, 98 nouveaux paysans facilitateurs (79 en production végétale et 19 en production animale) ont été formés, portant à 1 169 le nombre de paysans relais participant à la promotion des innovations techniques. La régénération des spécimens performants de *Sclerocarya birrea* et de *Balanites aegyptiaca* par le marcottage aérien, la régénération naturelle assistée associée aux techniques CES, la culture du baobab et du moringa, l'utilisation du *Piliostigma reticulatum* pour améliorer la performance des ouvrages antiérosifs et la fertilité des sols, le greffage *in situ* et en pépinière des

espèces fruitières et la technique de collecte de semences forestières sont des activités qui participent à l'innovation et à l'apprentissage.

66. **Partenariat.** Le PDRD a développé des relations de partenariat avec plusieurs structures telles que : (i) les services techniques et administratifs locaux (agriculture et sécurité alimentaire, environnement et développement durable, ressources animales, infrastructures et désenclavement, habitat et urbanisme, promotion de la femme et du genre, santé, éducation),(ii) des structures de recherche (INERA, IFDC, PROMISO, ICRAF, ACT),(iii) le réseau des caisses populaires, (iv) les groupements et associations des bénéficiaires et (v) les prestataires de services (entreprises, bureaux d'études et de contrôle, consultants, etc.) .Les CSPS et les Complexes Scolaires construits avec l'appui du PDRD ont également développé des partenariats avec l'ONG Terres des Hommes , l'ENEA et avec d'autres institutions comme le PAM. Tous ces partenariats participent à la sécurisation et à la gestion durable des investissements.

67. **Gestion des savoirs.** Dans la perspective de la clôture du programme, l'UGP a mis un accent particulier à la gestion des savoirs et des innovations avec le renforcement des capacités des acteurs (producteurs, agents) à travers les séances de communication, des ateliers et sessions de formation technique, des voyages d'études. La capitalisation des connaissances, des innovations et des bonnes pratiques, ont été les centres d'intérêt privilégiés du PTBA 2013. Les principaux acquis portent sur l'information et sensibilisation sur les activités du PDRD depuis le démarrage, le renforcement des capacités des acteurs sur les techniques liées aux AGR, l'élaboration de microprojets, l'explication de l'approche genre et développement en faveur de 593 points focaux IEC, le suivi évaluation participatif, la gouvernance environnementale, etc.

68. **Efficacité de l'approche du ciblage.** Sur un objectif initial d'intervenir au niveau de 374 villages pauvres et de toucher 440 000 personnes, au 31 décembre 2012, 395 villages ont été touchés et les activités bénéficient directement à 574 470 personnes dont 336 507 femmes soit 58,58%. Au niveau de la couverture géographique, le programme a un taux de réalisation de 105,6% et au niveau des populations rurales touchées le taux est de 130,56%. Les études d'impact en cours de préparation préciseront davantage l'efficacité du ciblage à la fin du projet et plus particulièrement la prise en compte des pauvres dans la réalisation des investissements. En matière d'appui institutionnel au réseau des caisses villageoises, 837 caisses ont été mises en place sur un objectif de 100 caisses et plus de 1 000 caisses ont été consolidées.

69. **Stratégie de Sortie.** Il est prévu au courant du dernier trimestre 2013, l'organisation d'ateliers de capitalisation des expériences et innovations en collaboration avec tous les partenaires qui ont contribué à la génération des connaissances et des expérimentations d'innovations. Ces rencontres de validation des produits et de capitalisation seront également mises à profit pour définir une stratégie de diffusion des résultats. Des études d'évaluation des effets, d'impact institutionnel, environnemental, socio-économique, sont en cours de préparation et permettront de disposer de données permettant une analyse objective et pertinente de l'apport du PDRD à l'atteinte des objectifs de développement au niveau local et régional. Dans le cadre du transfert des responsabilités aux bénéficiaires, le PDRD a déjà adressé des correspondances à toutes les communes couvertes et aux services techniques pour les inviter à prendre désormais en charge, la gestion durable des infrastructures sanitaires, scolaires, ouvrages hydrauliques, infrastructures structurantes et de désenclavement. Des initiatives similaires devront être développées et approfondies en matière d'appui conseils au niveau des bas-fonds et des périmètres maraîchers aménagés y compris dans le domaine de la sécurisation foncière

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Maintenir une équipe restreinte au-delà de la date d'achèvement	UGP	31 décembre 2013
Pour le personnel non retenu, procéder au paiement des indemnités de fin de service prévues dans les contrats	UGP	31 décembre 2013
Conduire l'Enquête « benchmark » couplée à la réalisation de la troisième édition de l'enquête d'impact SYGRI	UGP/SE	Novembre 2013
Conduire l'Etude d'impact institutionnel, (évaluation de l'offre	UGP/SE	Décembre 2013

technique achevée)		
Conduire l'Etude de l'évolution du taux de couverture végétale du sol (TCVS)	UGP/SE	Mars 2014
Réaliser l'Etude sur le taux de matière organique dans le sol (TMOS)	UGP/SE	Février 2014
Réaliser l'étude du taux de régression des sols nus (TRSN)	UGP/SE	Mars 2014
Poursuivre et accélérer la rédaction du rapport afin de le rendre disponible dans les délais requis	UGP/SE	Décembre 2013
Développer la concertation avec les services techniques pour l'appui conseils aux producteurs sur les sites aménagés	UGP	Immédiatement

E. Aspects fiduciaires

70. **Gestion financière.** D'une manière générale, la gestion financière du PDRD est satisfaisante. Les dispositions contenues dans les conventions de financement, la Lettre à l'Emprunteur et le manuel des procédures sont bien respectées dans l'ensemble. Cependant, la mission note que certaines dépenses jugées « non éligibles ou insuffisamment justifiées » par le FIDA retardent le remboursement des DRF relatives à ces dépenses, ce qui entraîne des tensions récurrentes de trésorerie au niveau du programme et le recours fréquent aux préfinancements en fonction de la disponibilité de fonds. *A quatre mois de l'achèvement et neuf mois de la clôture du programme, la mission recommande au programme de prendre en considération les commentaires antérieurs du FIDA afin d'éviter de présenter des DRF comportant des dépenses « non éligibles ou insuffisamment justifiées ». Ceci contribuerait à réduire les délais de traitement et de paiement des DRF.* La pratique des préfinancements a aussi comme conséquence que tous les audits du PDRD sont qualifiés.

71. **Décaissements.** Au 15 septembre 2013, le décaissement effectif pour tous financements confondus s'élève à 29,39 millions USD, soit un taux de décaissement effectif de 89,40% du financement total du programme (32,88 millions USD). Les taux de décaissement du Prêt FIDA, de la BOAD, du Don FEM, du Prêt OFID, de la Contrepartie Nationale, et des Bénéficiaires s'élèvent respectivement à 92,93%, 97,59%, 64,53%, 67,83%, 84,68% et 103,34%.

72. **Décaissements sur fonds FIDA.** Au 15 septembre 2013, le FIDA avait déjà décaissé un total de 9 943 890,73 DTS du Compte du Prêt, soit 92,93% de l'allocation totale réallouée en août 2012 et équivalent à 15,30 millions USD. En prenant en considération la DRF 118 en cours de traitement au FIDA (202 514,06 USD) et les dépenses prévisionnelles du programme (septembre-décembre 2013) estimées à 504 719 USD, le taux de décaissement sur les fonds FIDA pourra atteindre environ 98% au 31 décembre 2013. La plupart des catégories de dépenses sont décaissées à plus de 90%. Les catégories qui enregistrent un faible taux de décaissement comprennent: la catégorie 6A « Fonds d'appui à la sécurisation foncière » décaissée à 15,28%, la catégorie 6B « Fonds d'appui aux caisses populaires et villageoises » décaissée à 49,52%, et la catégorie 6C « Fonds d'entrepreneuriat des femmes et des jeunes » décaissée à 19,75%. Les catégories 1A « Aménagements » et 8 « Coûts de fonctionnement » sont en dépassement ; elles sont décaissées respectivement à 108,66% et 100,71%.

73. **Décaissements sur fonds OFID.** Les fonds OFID sont principalement alloués à la construction/réhabilitation des infrastructures socio-économiques (écoles, centres de santé et pistes rurales). Au 15 septembre 2013, les montants décaissés s'élèvent à 1,96 millions USD, soit un taux de décaissement estimé à 68%. En prenant en considération les DPD 40 et 43 en cours de traitement à l'OFID (326 391 USD), la DRF 44 en cours de préparation pour justifier l'avance initiale (41 735,93 USD) et les engagements en cours (329 677,67 USD) portant sur deux complexes scolaires et une piste rurale, le taux de décaissement des fonds OFID atteindra 92% au 31 décembre 2013.

74. **Décaissements sur fonds FEM.** Les fonds du FEM sont alloués essentiellement à des activités de sécurisation foncière et de protection de l'environnement. A date, les montants décaissés s'élèvent à 1 300 864,31 USD, soit un taux de décaissement estimé à 65%. Si on prend en compte les DRF 15&16 en cours de traitement au FIDA (240 215,57 USD), ce taux passe de 65% à 76%. En incluant les dépenses prévisionnelles du programme (septembre-décembre 2013) estimées à 27 270,50 USD, le taux de décaissement sur les fonds FEM pourra atteindre environ 78% au

31/12/2013. A l'exception des catégories 3 « Formations et ateliers » et 6 « Salaires et coûts de fonctionnement » qui sont décaissées respectivement à 85,12% et 130,51% au 15 septembre 2013, le taux de décaissement pour les autres catégories varie de 1,77% à 53,97%. Une requête de réallocation des fonds du don FEM prenant en considération le dépassement enregistré pour les dépenses de la catégorie 6 a été déposée le 20 septembre 2013 au Bureau pays du FIDA. Si elle est approuvée, l'allocation de la catégorie 6 passera de 150 000 USD à 225 000 USD et le taux de décaissement sur cette catégorie sera ramené à 95% au 31 décembre 2013.

75. **Fonds de contrepartie.** Au 15 septembre 2013, la contribution de l'Etat au financement du PDRD avait atteint un montant de 2 931 millions FCFA, soit 84,82% de son allocation prévue (3 474 millions FCFA) dans le plan de financement du programme. Les fonds de contrepartie couvrent généralement les pourcentages de dépenses non prises en charge par les bailleurs de fonds, une partie des salaires et coûts de fonctionnement et les taxes. La mission recommande que le versement du montant qui aura été retenu au titre de la contrepartie nationale pour l'année 2014 soit effectué en janvier 2014.

76. Un montant de 119 516 000 FCFA a été décaissé en juin 2013 au titre de la Contrepartie Nationale, ce qui représente 46% de l'allocation annuelle prévue dans le PTBA 2013. Le deuxième décaissement estimé à 138 millions FCFA est attendu en octobre 2013. *La mission recommande que ce décaissement soit effectué avant le 30 septembre pour ne pas compromettre la réalisation des activités prévues au dernier trimestre 2013.* Comme mentionné ci-dessus, les versements tardifs des fonds de contrepartie ont entraîné le recours aux préfinancements. *A quelques mois seulement de l'achèvement du programme, le PDRD doit mettre fin à la pratique de préfinancement et régulariser rapidement la situation des préfinancements antérieurs.* Le programme prévoit un montant d'environ 134 millions de FCFA au titre de la contrepartie pour l'année 2014 pour prendre en charge une partie des coûts de fonctionnement du programme et les salaires du personnel d'appui qui va rester jusqu'à la clôture du PDRD. *La mission recommande que le versement du montant retenu soit effectué en janvier 2014 afin d'éviter d'engager des dépenses non éligibles imputables à la contrepartie.*

77. **Contributions des bénéficiaires.** La contribution des bénéficiaires (essentiellement en nature) porte sur la construction/réhabilitation des infrastructures socio-économiques (complexes scolaires, CSPS, aménagement des bas-fonds et protection des bassins versants, pistes rurales). Depuis le démarrage du programme, cette contribution est estimée à 1 700 millions FCFA, soit 91,83% du montant prévu dans le plan de financement du programme.

78. **Compte spéciaux.** L'analyse des tableaux ci-dessous sur le rapprochement des comptes spéciaux du FIDA et du FEM indique une situation critique de la trésorerie du programme (soldes des comptes FIDA estimés respectivement à environ 60 000 USD et 5 000 USD) qui risque de compromettre la bonne exécution des activités du PDRD dans les prochains mois. Cette situation risque de s'aggraver davantage avec les retenues appliquées à chaque DRF émise pour permettre le recouvrement des avances initiales. Les dépenses inéligibles imputables à la Contrepartie Nationale (préfinancements) sur ces comptes estimées à environ 200 000 USD sont en grande partie responsables de cette situation. *La mission recommande que : (i) la contrepartie rembourse le montant de 38 053 490 FCFA préfinancé par le FIDA et le montant de 19 324 558 FCFA préfinancé par le FEM aussitôt après décaissement de la deuxième tranche des fonds de contrepartie prévus dans le PTBA 2013 ; (ii) le PDRD inscrive dans le budget 2014 de la Contrepartie Nationale un montant de 42 025 241 FCFA qui servira à rembourser au compte spécial du FIDA les dépenses non éligibles retenues dans la DRF 109 ; et (iii) le montant de 600 249 FCFA préfinancé par le FIDA pour les dépenses imputables au FEM soit régularisé avant le 30 septembre 2013.* Le compte spécial de l'OFID n'enregistre aucune anomalie.

Compte spécial prêt FIDA	FCFA	FCFA
Avance initiale	450 000 000	
Solde du compte spécial BCEAO au 06/09/2013		2 381 102
Solde compte opération Solde du compte banque (BICIA B) au 06/09/2013		28 051 681
DRF en cours de préparation		41 500 741
DRF en cours de traitement au FIDA (DRF 118)		101 560 801
Dépenses non éligibles retenues dans la DRF 109		42 025 241
Dépenses imputables à la contrepartie préfinancées par le FIDA		38 053 490
Dépenses imputables au FEM préfinancées par le FIDA		600 249
Reliquat des fonds de formation à reverser au compte spécial		434 650
Frais de tenue de compte		2 557 622
Montant recouvré par le FIDA		192 834 423
Total		450 000 000

Compte spécial don FEM	FCFA	FCFA
Dépôt initial compte spécial	164 000 000	
Solde du compte spécial BCEAO au 06/09/2013		1 194 984
Solde compte opération Solde du compte banque (BICIA B) au 06/09/2013		1 166 033
DRF en cours de préparation		20 600 249
DRF en cours de traitement au FIDA (DRF 15&16)		121 578 468
Dépenses imputables à la contrepartie préfinancées par le FEM		19 324 558
Frais de tenue de compte		135 708
Total		164 000 000

Compte spécial prêt OFID	FCFA	FCFA
Dépôt initial compte spécial	25 000 000	
Solde du compte spécial BCEAO au 06/09/2013		290 874
Solde compte opération Solde du compte banque (BICIA B) au 06/09/2013		2 384 926
DRF OFID en cours de préparation		22 241 494
Frais de tenue de compte		82 706
Total		25 000 000

79. **Respect des dispositions des accords de prêt/don.** A l'exception des préfinancements ci-dessus mentionnés, du retard enregistré dans l'envoi des états financiers 2012, et du rapport d'audit 2012 qui n'est pas encore envoyé au FIDA alors que la date butoir de l'envoi est fixée au 30 juin, les dispositions des accords de prêt/don sont globalement respectées.

80. **Passation des marchés.** La mission a revu le registre des contrats préparé par le programme. Ce registre est conforme au modèle indiqué dans la Lettre à l'emprunteur. Les fiches de suivi des contrats sont disponibles et bien tenues par le programme. Les procédures de passation de marchés sont conformes aux dispositions contenues dans les accords de financement. L'analyse de la mise en œuvre du plan de passation 2013 indique que la plupart des marchés prévus sont soit exécutés ou en cours d'exécution. Au 31 août 2013, le taux d'exécution physique des marchés est estimé à environ 85%. Pour les infrastructures, trois marchés sont en attente de réception définitive, deux en attente de réception provisoire et trois sont exécutés à 60-80%. Les cautions bancaires de retenue de garantie de bonne fin des travaux sont disponibles au niveau de l'UGP. Comme la réception définitive de certaines infrastructures se fera après la clôture du PDRD, ces cautions devront être transférées aux services techniques concernés. A cet effet, pour certaines cautions qui ont une durée de validité limitée, l'UGP devra procéder à leur saisie avant qu'elles ne tombent en annulation. Par ailleurs, la mission note avec satisfaction que les factures présentées par les entreprises et les fournisseurs des biens et services sont traitées avec diligence, ce qui facilitera la clôture des comptes.

81. **Etats Certifiés de Dépenses (ECD).** La mission a procédé à la vérification par échantillonnage des pièces justificatives pour les ECD relatifs aux DRF 115, 117 et 118 (fonds FIDA) et aux DRF 15 et

16 (fonds FEM) couvrant la période 18 septembre 2012 – 19 août 2013. D'une manière générale, les pièces justificatives sont disponibles, bien documentées et ne comportent aucune anomalie particulière à signaler. La mission note cependant que certaines pièces justificatives ne sont pas classées dans leurs dossiers respectifs.

82. **Audit.** Le processus de recrutement d'un Cabinet pour l'audit des comptes des années 2012 et 2013 a pris un temps anormalement long (environ 14 mois). Finalement, le Cabinet FIDUCIAL EXPERTISE a été sélectionné le 06 septembre 2013 et communiqué au FIDA le 10 septembre 2013 et reçu la non objection le 13 septembre 2013. Les travaux d'audit ont démarré le 19 septembre et l'UGP a négocié avec le Cabinet pour mobiliser les compétences requises afin que le rapport d'audit soit envoyé au FIDA avant le 30 septembre 2013. La mission tient à rappeler que la date butoir pour la remise des rapports d'audit est fixée au 30 juin de chaque année en conformité avec les accords de financement. Suivant les dispositions contenues dans ces accords, cette date ne peut en aucun cas être prorogée. Si le rapport d'audit 2013 n'est pas envoyé au FIDA au 30 septembre 2013, des mesures de recours seront immédiatement initiées par le FIDA, notamment l'envoi à l'Emprunteur d'une notification légale. *Dans la perspective de la clôture des comptes du programme, l'audit des comptes 2013 devra être effectué en avril 2014. A cette fin, les états financiers 2013 devront être envoyés au FIDA au plus tard le 31 mars 2014.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prendre en considération les commentaires antérieurs du FIDA afin d'éviter de présenter des DRF comportant des dépenses « non éligibles ou insuffisamment justifiées »	UGP	Action continue
Décaisser la deuxième tranche des fonds de contrepartie	Gouvernement	30 septembre 2013
Mettre fin à la pratique de préfinancement et régulariser rapidement la situation des préfinancements antérieurs	UGP	Action immédiate
Verser rapidement le montant retenu au titre de la contrepartie 2014 afin d'éviter d'engager des dépenses non éligibles	Gouvernement	Janvier 2014
Rembourser le montant de 38 053 490 FCFA préfinancé par le FIDA et le montant de 19 324 558 FCFA préfinancé par le FEM	UGP	Aussitôt après décaissement de la deuxième tranche des fonds de contrepartie 2013
Inscrire dans le budget 2014 de la Contrepartie Nationale un montant de 42 025 241 FCFA qui servira à rembourser au compte spécial du FIDA les dépenses non éligibles retenues dans la DRF 109	Gouvernement	Action immédiate
Régulariser le montant de 600 249 FCFA préfinancé par le FIDA pour les dépenses imputables au FEM	UGP	Avant le 30 septembre 2013
Envoyer à temps les états financiers 2013 au FIDA et effectuer l'audit 2013 dans les délais requis	UGP	Mars et avril 2014 respectivement

F. Durabilité

83. **Durabilité institutionnelle.** Elle s'exprime à travers le renforcement des capacités des groupes cibles et de leurs organisations représentatives (COGES, APE, AME, OP) et à travers la collaboration entre le PDRD et les services techniques institutionnels et les autres partenaires. Des protocoles de collaboration ont été signés avec des structures comme l'INERA, la DGFOMR, la FCPB, les Directions régionales chargées de l'Agriculture, de l'Environnement, des Ressources Animales du Nord. En outre, la Chambre Régionale d'Agriculture a participé à l'ensemble des activités conduites par le projet, y compris les Comités de Pilotage. Les aménagements et infrastructures réalisés au profit des bénéficiaires seront formellement transférés aux communes et services techniques de l'Etat chargés d'accompagner leur mise en œuvre. C'est le gage pour le suivi et l'entretien de ces réalisations après l'achèvement et la clôture du programme.

84. **Durabilité socio-économique.** Hormis les effets liés à l'aménagement et la mise en culture des bas-fonds rizicoles, des périmètres maraîchers et des terres hautes, la durabilité socio-économique est liée à l'accessibilité des ménages à l'eau potable, à la scolarisation des enfants, à la réalisation d'infrastructures sanitaires mais aussi pastorales. Elle s'exprime aussi à travers l'accès durable des femmes aux parcelles aménagées. En outre, les AGRs réalisées permettent aux groupes cibles d'accroître et de diversifier de façon durable leurs revenus. La bonne maintenance de ces infrastructures par les bénéficiaires conditionne leur durabilité. Comme mentionné par la dernière

mission de supervision, le cadre d'entente entre les individus bénéficiaires des bas-fonds aménagés et les propriétaires fonciers risque d'être compromis si des mesures appropriées ne sont pas prises avant l'achèvement du programme.

85. **Durabilité technique.** Les aménagements de bas-fonds: le type de diguette retenu (PRP) permet certes d'aménager des bas-fonds à faible coût mais présente les inconvénients majeurs suivants : (i) nécessite beaucoup de travaux d'entretien de la part des exploitants, (ii) a une durée de vie réduite. Dans un contexte d'introduction de cette nouvelle technique et de COGES peu structurés, ce type d'aménagement ne donne pas toutes les garanties d'une durabilité. Il en est de même des superficies des parcelles attribuées aux exploitants (en moyenne 500 m²) qui ne permettent pas au vu des rendements attendus (en moyenne 3 t/ha) d'obtenir des productions économiquement incitatives. En effet, la production attendue sur une parcelle individuelle serait de 150 kg de riz paddy soit un revenu de 21 000 FCFA.

86. Les périmètres maraîchers: du point de vue technique, ces aménagements sont simples et consistent au creusage et/ou au busage de puits maraîchers. Ces puits qui servent aussi bien à l'exploitation des périmètres maraîchers qu'à l'alimentation en eau potable des populations et des animaux nécessitent généralement peu d'entretien et ont une durée de vie appréciable.

87. Les aménagements anti-érosifs (cordons pierreux, digues filtrantes, demi-lunes et zaï): la longue pratique de ces types d'aménagements et les résultats de la recherche appliquée ont permis une optimisation de ces techniques qui permettent d'obtenir des aménagements quasi pérennes pour les cordons pierreux et les digues filtrantes (les seuls travaux d'entretien consistant à remettre les enrochements déplacés par le passage de fortes crues, lors du passage des animaux ou du fait des activités culturelles). Pour les aménagements en demi-lunes et en zaï, les durées de vie atteignent respectivement 5 ans et 3 ans, ce qui est appréciable. Les difficultés rencontrées portent sur le transport des moellons des sites de collecte aux sites de mise en œuvre pour les DF et les cordons pierreux et la mobilisation de la main d'œuvre pour les demi-lunes et le zaï. Cependant, les impacts de ces techniques notamment en termes de défense et restauration des sols dégradés et de l'augmentation des rendements des cultures pratiquées sur les terres aménagées demeurent des facteurs incitatifs pour la poursuite de ces activités.

88. **Durabilité environnementale.** La durabilité environnementale du programme est assurée grâce au renforcement continu des capacités des producteurs pendant toute la durée du projet. De plus, l'appui du programme à un réseau de « paysans facilitateurs » a permis de faire la preuve de leurs compétences à travers la création et l'exploitation réussie de champs d'apprentissage autour de techniques agricoles (cordons pierreux et demi-lunes) et de technologies tel que le Zaï mécanisé (à traction animale). Plusieurs de ces champs ont permis la récupération de glaciés et peuvent être aujourd'hui exploités par les techniques agricoles courantes (culture à plat). L'ensemble des activités physiques réalisées par le PDRD a contribué à renforcer le potentiel de production (eau, sol, végétation, faune) et à freiner la progression de l'avancée de la désertification tout en renforçant les capacités des producteurs à s'adapter aux effets des changements climatiques.

89. Les paysans facilitateurs ont assuré la formation d'une multitude de duplicateurs dans le cadre des champs d'apprentissage. Ces duplicateurs devenus paysans disséminateurs, appliquent à leur tour les techniques culturelles apprises sur leurs propres champs. Il est prévu une enquête (qui démarre en octobre 2013) pour analyser les effets des champs d'apprentissage et la durabilité des actions développées. Des efforts également sont en cours pour mieux organiser les paysans facilitateurs afin de les insérer dans des dispositifs permettant une meilleure valorisation de leurs compétences après le programme.

90. L'éducation environnementale dans les écoles, la réalisation des bosquets (scolaires, villageois et de compensation dans le cadre des travaux d'aménagement des pistes rurales) contribuent également à la durabilité environnementale des réalisations du programme.

91. **Durabilité financière et économique.** Le PDRD aura permis d'améliorer la santé des populations actives et le taux de couverture sanitaire, d'améliorer le taux de scolarisation et de créer

des emplois durables (emplois agricoles, AGRs, santé, éducation). Les infrastructures routières ont permis de désenclaver des zones de production, de favoriser l'écoulement des produits avec une fluidité dans les transactions commerciales. Le PDRD a ainsi contribué à l'insertion des groupes sociaux cibles touchés aux tissus économiques régionaux et nationaux.

G. Autres aspects

92. **Rapport d'Achèvement du Programme (RAP).** Le rapport d'achèvement devra être élaboré selon les instructions du FIDA sur la préparation des rapports d'achèvement qui remontent à 2006 et qui ont été envoyées au programme en mars 2013. Le Comité de Pilotage du PDRD doit être informé suffisamment tôt des étapes proposées pour la phase d'achèvement afin d'obtenir son soutien quant à l'objectif et au calendrier pour la réalisation du RAP. Un atelier regroupant les parties prenantes du programme devra être organisé avant la présentation des conclusions et recommandations de la mission au Gouvernement. Bien avant la finalisation du rapport d'achèvement, des ateliers provinciaux regroupant les parties prenantes seront organisés afin de recueillir les appréciations des bénéficiaires sur les réalisations du PDRD.

93. La mission note avec satisfaction que le rapport d'achèvement est en cours de rédaction par l'équipe de l'UGP sur la base du modèle requis par le FIDA. Ce rapport sera finalisé sur la base des résultats des études d'impact et validé par les parties prenantes au cours des ateliers ci-dessus mentionnés.

94. **Transfert des biens du programme.** L'inventaire des immobilisations du programme au 31 décembre 2012 est disponible. La mission note que la recommandation de la mission de supervision de 2011 sur la rétrocession des véhicules et motos à l'Etat n'est pas encore exécutée. En fin de projet, le transfert de son patrimoine est du ressort de la Commission interministérielle de dévolution des biens des projets et programmes de développement créée en mai 2010. Dans la perspective de la clôture du programme, une première rencontre entre le PDRD et la Commission a été tenue en février 2013. Pour faciliter et accélérer le processus de transfert des biens du programme, les actions suivantes ont été convenues avec l'UGP :

- actualiser l'inventaire des immobilisations du programme ;
- inscrire dans le budget 2014 la prise en charge des dépenses liées aux déplacements et aux indemnités des membres de la Commission en conformité avec l'Article 9 de l'arrêté portant création de la Commission ;
- réunir au courant du premier trimestre 2014 la Commission pour procéder à la dévolution effective des biens du PDRD.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser le rapport d'achèvement avec l'appui du FIDA	UGP/SE	Juin 2014
Actualiser l'inventaire du patrimoine du programme		31 décembre 2013
Prendre en charge les dépenses liées aux déplacements et aux indemnités des membres de la Commission en conformité avec l'article 9 de l'arrêté y relatif	UGP	Février 2014
Réunir la commission pour procéder à la dévolution des biens du PDRD	UGP	Février 2014

H. Conclusion

95. Il ressort de l'analyse des réalisations du PDRD que les objectifs physiques du programme ont été atteints et même dépassés dans les domaines de la structuration paysanne (incluant la mise en place des infrastructures socio-économiques), des aménagements et protection des bassins versants, de l'intensification et diversification agricoles et des AGR. Pour des raisons déjà mentionnées, le programme a enregistré de faibles performances dans le domaine de la sécurisation foncière et la gestion des coûts d'opération. L'intervention du PDRD a permis d'améliorer les conditions de vie des populations bénéficiaires, particulièrement les personnes vulnérables qui constituent le groupe cible du programme. Les témoignages recueillis auprès des bénéficiaires rencontrés sur le terrain indiquent

que les impacts les plus significatifs générés par le programme comprennent notamment la sécurité alimentaire et l'augmentation de revenus, l'accès facile aux soins de santé, à l'éducation et à l'eau potable.

96. La mission se félicite des résultats globalement satisfaisants du PDRD. Le dynamisme de l'ensemble des acteurs et des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du programme sont à la base des bonnes performances enregistrées. Elle invite le PDRD à mettre à profit les mois qui restent pour assurer un achèvement effectif du programme. La mission et l'UGP se sont accordées sur les actions prioritaires à réaliser pour la période restante de l'exécution du PDRD. Celles-ci portent principalement sur les activités programmées dans le PTBA 2013 qui ne sont pas encore exécutées, avec un accent particulier sur les études d'impact préalables à la préparation du rapport d'achèvement et le transfert des acquis du PDRD aux structures publiques et communautaires (Communes, STD, organisations communautaires) qui seront chargées de les pérenniser après le programme. Les études d'impact et la préparation du rapport d'achèvement du programme seront une bonne opportunité pour valoriser et capitaliser les réalisations du PDRD et tirer ainsi des leçons pour les projets/programmes futurs au Burkina Faso.

97. Le défi majeur du programme est de réaliser les actions prioritaires convenues dans les trois mois qui lui restent avant son achèvement, compte tenu de la situation très critique de la trésorerie du PDRD. Le décaissement imminent de la deuxième tranche de la contrepartie inscrite au budget 2013 de l'Etat et le traitement/paiement rapide des DRF soumises au FIDA conditionnent la réalisation de ces actions dans les délais requis.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Burkina Faso	No. du projet	1247	No. du prêt/don DSF	639
Projet	Programme de développement rural durable			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	10/10/2013				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	7	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	3		
Dernière Supervision	23/09/2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	11/03/2011		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	02/12/2004			Coût total	34.21	
Accord	15/02/2005	Délai d'entrée en vigueur	10.5	FIDA Total	16.03	
Entrée en vigueur	12/10/2005	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	16.03	93
Premier décaissement	18/01/2006			Don DSF		
Examen à mi-parcours	30/03/2009	Dernier amendement	03/08/2012	Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2013	Dernier audit	26/09/2013	Financement national total	9.44	
Achèvement	31/12/2013			Beneficiaries	3.03	92
Clôture initiale	30/06/2014			Government (National)	6.41	85
Clôture	30/06/2014			Cofinancement total externes	8.74	
Nbre de prolongations	0			BOAD	3.83	95
				OFID	2.89	80
				GEF	2.02	69

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	5	5	2. Exécution du S&E	4	5
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	5
			8. Prise en climat et environnement		5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Structuration paysanne	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. Sécurisation foncière	3	3	2. Autonomisation	4	4
3. Développement durable des capacités productives	5	5	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

Gestion financière satisfaisante mais certaines dépenses sont non éligibles (préfinancements) ; taux de décaissements prévisionnels au 31.12.2013 satisfaisants (98% FIDA, 92% OFID, 78% FEM) ; décaissement de fonds de contrepartie estimé à 85% mais avec retard ; procédures de passation des marchés bien respectées ; rapport d'audit 2012 envoyé au FIDA le 27 septembre 2013; gestion du projet globalement satisfaisante mais coûts d'opération très élevés ayant affecté l'efficacité du projet. Système de suivi évaluation performant (SIG et base de données mis à jour) avec un accent particulier sur le suivi-évaluation participatif. Taux d'exécution du PTBA 2013 estimé à 57% au 31/08/2013 et qui pourrait passer à environ 85% au 31/12/2013. Système de ciblage efficace axé sur les groupes vulnérables particulièrement les femmes (bon niveau de participation des femmes dans les activités du projet). Beaucoup d'innovations diffusées avec un début d'appropriation et une bonne perspective de réplique. Beaucoup de formations dispensées aux organisations paysannes (COGES, APE, AME, CVD) mais les acquis restent fragiles. Forte participation des bénéficiaires dans la réalisation des activités du projet. Bonnes performances des prestataires mais dépassements des délais dans certains cas et malfaçons sur certaines infrastructures. Transfert progressif des acquis du projet aux structures pérennes (services techniques déconcentrés et organisations communautaires).

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique		5
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Les objectifs physiques ont été atteints voire dépassés dans certains cas pour toutes les composantes à l'exception de la sécurisation foncière (pistes: 108%, bas-fonds rizières: 152%, périmètres maraîchers: 90,50% pour les aménagements anti-érosifs; 83%, formations dispensées aux groupes cibles: 105%, mise en place de 837 caisses villageoises (CV) sur une prévision de 100 et consolidation de plus de 1 000 CV sur une prévision de 200, accroissement très élevé du nombre d'emprunteurs parmi les groupes cibles). Malgré les faibles performances de la composante sécurisation foncière, on note une large information et diffusion des textes portant sécurisation foncière. Ceci dit, sur un total de 26 573 exploitants installés sur les périmètres maraîchers et bas-fonds rizières, 52,61% sont des femmes qui bénéficient ainsi d'un droit de jouissance sur les parcelles aménagées.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	5
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Les interventions du PDRD vont contribuer à l'atteinte des objectifs du développement du programme. La mise en place des infrastructures socio-économiques vont contribuer à l'amélioration du taux de couverture sanitaire et scolaire et permettre le désenclavement des zones de production et l'accès aux marchés. L'intensification permettra d'accroître les rendements et les volumes de production assurant ainsi la sécurité alimentaire des populations cibles. Les aménagements réalisés ont permis l'augmentation des superficies cultivées à travers la récupération des glacières et des bas-fonds non mis en cultures. Cela a facilité l'accès des groupes vulnérables, particulièrement les femmes, à la terre. La mise en place et la structuration des CV a favorisé l'accès aux crédits, ce qui a permis le développement des AGRs. Il en est résulté une augmentation des revenus des groupes cibles du PDRD. Les activités de reboisement par la création de bosquets permettra une amélioration du cadre environnemental et des conditions de vie.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Les retards dans le décaissement du fonds de contrepartie ont entraîné le recours aux préfinancements des dépenses imputables à la contrepartie nationale. Il en est résulté l'engagement du programme dans des dépenses non éligibles, ce qui risque de conduire à la non réalisation de certaines activités éligibles aux financements du FIDA et du FEM avant l'achèvement du programme.
Avancement de l'exécution du projet	Le faible niveau d'exécution des activités de la composante sécurisation foncière risque de compromettre la sécurisation durable des exploitants sur les sites aménagés.
Produits et réalisations	L'utilisation du fonds d'entrepreneuriat est à ses débuts; la non disponibilité de ce fonds au-delà de l'achèvement du PDRD compromettra l'accès des femmes et des jeunes entrepreneurs aux crédits.

Durabilité	La faiblesse des acquis au niveau de certains comités de gestion ne garantit pas l'appropriation des aménagements réalisés (capacité d'entretien des ouvrages et d'exploitation des aménagements). En l'absence de titres de jouissance, la remise en cause des ententes locales entre propriétaires coutumiers des terres et exploitants pourrait compromettre l'exploitation durable des aménagements.
------------	--

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Infrastructures	Procéder aux corrections des malfaçons et au transfert des infrastructures dans un bon état dans les délais convenus	Novembre 2013	
Suivi-évaluation	Poursuivre la réalisation des études d'impact dans le respect des feuilles de route établies	Avant fin du 1er trimestre 2014	
Rapport d'achèvement	Poursuivre et finaliser la rédaction du rapport d'achèvement	En cours	
COGES	Identifier les COGES les moins performants et prendre les dispositions pour faire participer leurs membres aux ateliers communaux de renforcement des capacités	Immédiatement	
Sécurisation foncière	Veiller au respect des dispositions initialement prises dans les PV de palabres	Immédiatement	
Fonds d'entrepreneuriat	Poursuivre la négociation pour la rétrocession effective du fonds d'entrepreneuriat au FCPB	Immédiatement	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Description succincte	Indicateurs vérifiables	Moyens de vérification	Risques/Hypothèses
But			
Réduire la pauvreté dans les cinq provinces couvertes par l'augmentation et la valorisation de la production agricole et le développement des activités génératrices de revenus	1. Incidence de la pauvreté en cohérence avec les objectifs du CSLP (%) Avec un seuil de pauvreté établi en 2003 à 83 672 FCFA, l'incidence de la pauvreté est à 68,6 % dans la Région Nord contre 46,4 % au niveau National	• Enquête sur les conditions de vie des ménages (INSD)	– Les conditions climatiques et la situation acridienne restent favorables – Absence de crises alimentaires et épidémiologiques majeures
	2. Taux de réduction de la prévalence de la malnutrition infantile - Malnutrition chronique (taille/âge) = 35 % (contre 30 % en 2007) ³ - Malnutrition aigue (poids/taille) = 14 % (contre 13 % en 2007) ⁶ - Insuffisance pondérale (poids/âge) = 37 % (contre 34 % en 2007) ⁶	• Enquêtes SYGRI 2007 et 2009	– Absence de crises alimentaires et épidémiologiques majeures
	3. Nombre de ménages ayant connu une augmentation de leurs biens – Type de sol des habitations : 14% des ménages enquêtés habitent dans des maisons dont la majorité a un sol en ciment contre 9,3 % en 2007 ; – Equipements et biens des ménages : Environ 96% des ménages disposaient d'un vélo, 73% avaient une radio et environ 47% des ménages disposaient d'un téléphone portable et 0,33% disposait de véhicule (contre respectivement 96,0 %, 75 %, 12 % et 0% en 2007). – Outils agricoles : 31% des ménages utilisaient la charrue contre 30 % en 2007 ; – Animaux des ménages : Respectivement 89%, 75%, 63% et 45% des ménages enquêtés disposaient de volaille, de caprins, d'ovins contre respectivement 76 %, 77 % et 60 % en 2007.	• Enquêtes SYGRI 2007 et 2009	– Les conditions climatiques et la situation acridienne restent favorables
	4. Nombre de ménages ayant une sécurité alimentaire améliorée – 39% du total des ménages enquêtés ont connu la disette au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête contre 57 % en 2007	• Enquêtes SYGRI 2007 et 2009	– Les conditions climatiques et la situation acridienne restent favorables

³ L'enquête de base SYGRI réalisée 2007 faisait suite à deux campagnes agricoles jugées satisfaisantes. L'enquête à mi-parcours a été consécutive à une campagne agricole où la majorité des provinces couvertes par le Programme ne couvrait pas leurs besoins alimentaires en céréales.

Description succincte	Indicateurs vérifiables	Moyens de vérification	Risques/Hypothèses
Objet/Objectif			
OS1. Améliorer les revenus des populations des zones cibles	5. Nombre de ménages ayant connu une augmentation de leurs revenus par rapport à l'année de référence	• Enquêtes SYGRI 2007 et 2009	<ul style="list-style-type: none"> – Les conditions climatiques et la situation acridienne restent favorables – Existence de débouchés pour écoulement des produits
	<p>En 2007 le nombre de ménages "Pauvres" et les "Très pauvres" représentent 45% de l'échantillon et les "Riches" et les "Très riches" sont de 34% parmi les.</p> <p>En 2009, le nombre "Pauvres" et "Très pauvres" sont de 35% contre 46% de "Riches" et "Très riches"</p>	• Enquêtes SYGRI 2007 et 2009	
	6. Accroissements des rendements liés aux techniques CES Les techniques combinées de cordons pierreux + zaï et cordons pierreux + demi lunes donnent des accroissements de rendement céréalier respectifs de + 422 kg/Ha et de + 647 kg/Ha (sorgho blanc) par rapport au témoin non aménagé (538 kg/Ha)	• Enquêtes SE 2011	<ul style="list-style-type: none"> – Adhésion des producteurs aux techniques CES/IA – Les conditions climatiques et la situation acridienne restent favorables
OS2. Développer et renforcer les capacités de gestion participative des communautés villageoises	7. Pourcentage de CVD fonctionnels 36,75% des CVD disposaient en 2009 d'un plan d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes d'effets/impacts institutionnels de référence 	– Bonne cohésion sociale
	8. Pourcentage d'OPA/comité de gestion 16 à 21 % des comités de gestion des points d'eau, des sites maraîchers ou des bas fonds rizicoles sont dynamiques avec un niveau de gouvernance et des capacités de gestion financière satisfaisants	• Rapports d'enquête légère S&E (PDRD)	<ul style="list-style-type: none"> – Respect des engagements des parties prenantes – Bonne cohésion sociale – Pertinence des projets
	9. Taux d'adoption des thèmes de formation A l'exception de la teinture, les thèmes de formation enregistrent des taux d'adoption relatifs (TAR) supérieurs à 90 % parmi les bénéficiaires directs des formations, des visites d'échanges, des visites commentées.	• Rapports d'enquête légère S&E (PDRD)	<ul style="list-style-type: none"> – Respect des engagements des parties prenantes – Bonne cohésion sociale – Pertinence des projets

Description succincte	Indicateurs vérifiables	Moyens de vérification	Risques/Hypothèses
OS3. Améliorer l'accès des populations cibles au capital économique et au capital social	10. Taux de réduction des conflits fonciers Les conflits fonciers 29,7 % des OPA ont rencontré des conflits fonciers en 2008 contre 12 % en 2010 ;	• Etudes d'effets/impacts institutionnels de référence	– Pesanteurs socioculturelles
	11. Nombre de producteurs disposant d'un droit de jouissance garanti sur les ressources naturelles notamment la terre et l'eau 26 573 producteurs (dont 13 980 productrices) disposent d'un accès durable aux bas fonds rizicoles et périmètres maraîchers grâce aux négociations foncières et à l'établissement consensuel de PV de palabre	• • Rapports de S/E • Evaluations participatives	– Pesanteurs socioculturelles – Bonne cohésion sociale
	12. Pourcentage de ménages accédant à l'eau potable 64 % des ménages de la zone du Programme ont accès à l'eau potable en 2009 contre 60 % en 2007	• • Enquêtes SYGRI 2007 et 2009	– Disponibilité de la nappe aquifère – Qualité de l'eau
	13. Rayon d'accès moyen théorique (RMAT) le rayon moyen d'action théorique passe de 6,57 km en 2006 à 5,74 km en 2009 dans la zone d'intervention (norme est égale ou inférieure à 5 km)	• • Statistiques du Ministère de la Santé	– Pesanteurs socioculturelles
	14. Taux de scolarisation (TBS & TNS) le taux brut de scolarisation (rapport du nombre total d'enfants scolarisés sur le nombre total d'enfants de la tranche d'âge de 6 à 11 ans), établi à 77,07 % en 2006/2007 dans les cinq (5) provinces couvertes est évalué à 97,65 % en 2010/2011 soit une amélioration de + 20,58 %	• Rapports des DPEBA ; • Statistiques du Ministère de l'éducation de base et de l'alphabétisation	–
	15. Taux de couverture végétale du sol En 2007, 28,02 % de la superficie des 5 micros bassins versants pilotes ont une couverture végétale (savanes arbustives ou arborées, steppes arbustives, ...) contre 30 % en 2010 grâce aux aménagements divers ;	• Exploitations des images satellitaires • Rapport d'étude d'impact environnemental de référence	– Survenue de sécheresses – Pression démographique sur les ressources –
	16. Taux de régression des sols nus 23,38 % de la superficie des 5 micros bassins versants pilotes sont constitués de sols nus (sols nus compactés, sols nus ravinés, sols nus des berges, sols nus cuirassés, ...) contre 22 % en 2010 grâce aux activités d'information/sensibilisation et d'aménagements ;	• Rapport d'étude d'impact environnemental de référence	

Description succincte	Indicateurs vérifiables	Moyens de vérification	Risques/Hypothèses
Réalisations/Produits			
Composante 1 : structuration paysanne			
Sous composante 1.1 : développement des capacités de gestion et de coordination participatives			
1.1.R.1 395 villages sont appuyés pour la mise en place de leur CVD et l'élaboration des leurs plans	1.1 395 CVD sont mis en place 1.2 18 plans communaux de développement sont réalisés dans les 18 communes encadrées	<ul style="list-style-type: none"> PV de mise en place des CVD 	<ul style="list-style-type: none"> Le processus de décentralisation est maintenu
1.1.R.2 : Des appui-conseils à 395 CVD sont réalisés	1.3 395 CVD sont encadrés 1.4 4 293 membres CVD ont bénéficié de formations liés au fonctionnement interne d'une structure, ...	<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'activités PV/CR de rencontres 	<ul style="list-style-type: none"> Respect des engagements des parties prenantes
1.1.R.3 : Les membres de 600 groupements et associations et comités de gestion sont formés	1.5 8 647 membres OPA ont bénéficié de formations liés au fonctionnement interne d'une structure, ...	<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'activités Rapports de formations 	<ul style="list-style-type: none"> Respect des engagements des parties prenantes
1.1.R.7 : 9 000 personnes dont 60% de femmes sont alphabétisées	1.6 9 017 producteurs dont 7 538 femmes soit 83,60 % du total, ont bénéficié de l'alphabétisation (alphabétisation initiale + formation complémentaire de base)	<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'activités Rapports d'alphabétisation 	<ul style="list-style-type: none"> Respect des engagements des parties prenantes
1.1.R.8 : 450 femmes points focaux sont formées en IEC	1.7 1 198 points focaux dont 805 femmes et 393 hommes sont formés en IEC	<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'activités Rapports de formations 	<ul style="list-style-type: none"> Pesanteurs socioculturelles Respect des engagements des parties prenantes
Sous composante 1.2. Fonds d'investissement communautaire			
1.2.R.1 : Des infrastructures socio-économiques sont réalisées (10 parcs de Vaccination, 8 aires d'abattage, 1 marché à bétail 9 complexes scolaires, 9 CSPS, 100 km de pistes rurales, 100 km de couloir de transhumance, 5 boulis)	1.8 10 parcs de vaccination sont construits	<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'activités Conventions de co-financement PV de réception 	<ul style="list-style-type: none"> Respect des engagements des parties prenantes
	1.9 8 aires d'abattage sont réalisés	<ul style="list-style-type: none"> " " 	<ul style="list-style-type: none"> " "
	1.10 1 marché à bétail est construit	<ul style="list-style-type: none"> " " 	<ul style="list-style-type: none"> " "
	1.11 77,69 km pistes rurales son construites	<ul style="list-style-type: none"> " " 	<ul style="list-style-type: none"> " "
	1.12 30 km de couloir de transhumance est aménagé	<ul style="list-style-type: none"> " " 	<ul style="list-style-type: none"> " "

	1.13	190 forages positifs réalisés (dont 182 potables)	• " "	• " "
	1.14	5 retenues collinaires (boulis) construites	• " "	• " "
	1.15	10 complexes scolaires construits	• " "	• " "
	1.16	11 CSPS construits/réhabilités	• " "	• " "
Composante 2 : sécurisation foncière				
2.R1 Les systèmes fonciers locaux sont connus	2.1	Six études socio-foncières de base sont réalisées	• Rapports d'études	• Pesanteurs socioculturelles
2-R2 Des actions tests de sécurisation foncière sont réalisées dans les bassins versants	2.2	109 procès verbaux de palabre de cession de terres sont élaborés de manière consensuelle par les acteurs en vue de sécuriser l'accès aux aménagements et aux infrastructures ;	• Rapports d'activités • Documents près cadastraux	• Disponibilité des terres
2-R3 Des stratégies locales concertées et des actions concrètes de sécurisation foncière sont mises en œuvre par les Communautés villageoises	2.3	26 573 producteurs/productrices sont installés durablement dans les sites aménagés de bas fonds rizicoles et de périmètres maraîchers	• Rapports des actes consensuels • Rapports d'activités	• Bonne cohésion • Pesanteurs socioculturelles
2-R4 Un fonds de sécurisation foncière est mis en place	2.4	Un montant de 11 millions FCFA a été financé dans le cadre de l'opérationnalisation du fonds de sécurisation foncière	• Rapports d'activités • Rapports financiers	• Respect des engagements • Conflits fonciers
Composante 3 : Développement durable des capacités productives				
Sous composante 3.1. Aménagement des bassins versants				
3.1. R.3 : 41 475 ha des terres dégradées des bassins versants sont aménagées en CES	3.1	61 990 Ha de terres dégradées sont aménagés (cordons pierreux = 23 783,3 digues filtrantes= 1536 Ha, demi lune + zaï = 36 671,2 Ha)	• Rapport d'activités • Rapport de suivi-évaluation	• Respect des engagements par les parties prenantes
3.1. R.4 : 750 ha de bas fonds et 750 de périmètres maraîchers sont aménagés et redistribués	3.2	1 140,5 Ha de bas fonds rizicoles sont aménagés	• Rapports de S&E ; • Rapports d'enquêtes • Rapport d'activités	• Respect des engagements par les parties prenantes
	3.3	568,8 Ha de Petits Périmètres Irrigués sont aménagés ;	• Rapports de suivi évaluation ; • Rapports d'enquêtes • Rapport d'activités	• Respect des engagements par les parties prenantes
Sous composante 3.2. Intensification et diversification de la production agricole				

3.2. R.1 Les productions des céréales de base et la production animale ont augmenté	3.4 1 174 paysans facilitateurs sont formés pour l'appui conseil (sur 848 de prévus)	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'activités DPAH, DPRA. • Rapports d'activités PDRD • Enquêtes • Rapports S&E 	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions climatiques et situation acridienne restent favorables
	3.5 830 champs d'apprentissage sont mis en œuvre pour la diffusion de paquets techniques améliorés (sur 848 de prévus)	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'activités DPAH, DPRA. • Rapports d'activités PDRD • Rapports d'activités • Rapports S&E 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des engagements par les parties prenantes
	3.6 Plus de 6 000 paysans dupliquent les techniques de champ école dans leurs exploitations	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'activités DPAH, DPRA. • Rapports d'activités PDRD • Rapports d'activités • Rapports S&E 	<ul style="list-style-type: none"> • Techniques de champ école adaptées aux conditions des exploitants ; • Conditions climatiques et situation acridienne restent favorables
Sous composante 3.3. Appui aux activités génératrices de revenus			
R1 Les zones d'intervention du Programme bénéficient des services du réseau des caisses populaires du Burkina	3.7 1 Caisse Populaire a été construite/équipée	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports du RCPB • Rapports d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des engagements par les parties prenantes
	3.8 Trois (3) points de service sont construits/équipés	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports du RCPB • Rapports d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des engagements par les parties prenantes
	3.9 837 caisses villageoises sont mises en place et formées (sur une prévision de 100)	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports du RCPB • Rapports d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de crises alimentaires et épidémiologiques majeures
R2 : Les activités génératrices de revenus (AGR) sont développées et touchent en particulier les femmes, jeunes et migrants	3.10 2 690,195 millions F.CFA ont été octroyés aux femmes membres des caisses villageoises	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports du RCPB • Rapports d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de crises alimentaires et épidémiologiques majeures
	3.11 139 projets AGR sont financés sur fonds d'entrepreneuriat	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports du RCPB • Rapports d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de crises alimentaires et épidémiologiques majeures
Composante 4 : Coordination et gestion du programme			
4-R1 La Coordination et la gestion du programme sont assurées	4.1. 15 sessions du comité de pilotage sont tenues	<ul style="list-style-type: none"> • CR de sessions • Rapports d'activités • PTBA 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des parties prenantes • Les documents de la session sont régulièrement produits dans les délais requis
	4.2. Onze (11) missions de supervision sont réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Aides memoires 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des parties prenantes
	4.3. Six (6) missions d'audits annuels sont réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'audits 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des parties prenantes
	4.4. Six (6) ateliers annuels de bilan programmation sont organisés	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'ateliers • Projets de PTBA 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des parties prenantes

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Mesure convenue	Date	Qui	Etat d'avancement
Produits			
Composante 1 : Structuration paysanne			
Poursuivre et consolider la mise en réseau des leaders «genre» et points focaux IEC	Octobre 2013	UGP et AR	
Transférer l'accompagnement et la valorisation des compétences des leaders «genre» à la Directrice Régionale de la Promotion des Femmes et du Genre	Novembre 2013	UGP et AR	
Remobiliser le groupement d'entreprises CARTAS-B/CTG afin que les travaux soient rapidement achevés.	Date d'achèvement des travaux au plus tard le 15 novembre 2013	UGP/AC3E	
Corriger dans les règles de l'art, les dégradations intervenues au niveau du CSPS de Koaltanghin	Novembre 2013	UGP /Commune	
Renforcer le comité de gestion pour le suivi des travaux de réfection du CSPS de Koaltanghin	Novembre 2013	UGP /Commune	
Acquérir les équipements complémentaires du CSPS de Téonsgo (lits, matelas et étagères pour le dépôt MEG) et refaire la peinture	Novembre 2013	UGP /Commune/COGES	
Initier la sécurisation des terrains des CSPS en procédant au bornage, à la délimitation par haie vive et par la recherche de titre foncier	Action continue	Communes/COGES	
Attirer l'attention des communes à l'occasion des ateliers de transfert sur la nécessité d'inscrire les actions de désenclavement des CSPS dans leur PCD afin de mobiliser les ressources requises	Novembre 2013	UGP	
Initier des échanges inter COGES sur des cas concrets de succès et/ou d'échec	Novembre 2013	UGP /Communes	
En relation avec les services de santé, documenter dans le rapport d'activités 2013 le taux de fréquentation des CSPS et faire ressortir les éventuelles difficultés rencontrées	Novembre 2013	S-E/UGP	
Attirer l'attention des communes à l'occasion des ateliers de transfert sur la nécessité d'inscrire la réalisation de points d'eau scolaires dans leur PCD afin de mobiliser les ressources requises	Novembre 2013 pour la tenue des ateliers de transfert	UGP	
Sensibiliser les communes sur la nécessité de sécuriser les terrains affectés aux complexes scolaires	Novembre 2013 pour la tenue des ateliers de transfert	UGP	
Initier des échanges inter APE et AME	Novembre 2013	UGP/Commune	
Sensibiliser les APE et le personnel enseignant pour assurer la sécurité, la maintenance et l'entretien des installations photovoltaïques conformément aux dispositions du contrat avec ENEA	Immédiat et avant fin novembre 2013	UGP/Commune	
En relation avec les services de l'éducation nationale, documenter dans le rapport d'activités 2013 les statistiques scolaires et faire ressortir les éventuelles difficultés rencontrées	Novembre 2013	S/E	
Actualiser la liste des complexes scolaires en difficulté et accompagner les APE dans la prise en charge des réparations	Immédiat et avant fin novembre 2013	UGP/Commune	
Procéder à une évaluation contradictoire des travaux de correction nécessaires	Immédiat	UGP/DRHU/Entreprises	
Faire réaliser les travaux de correction par des prestataires sous le contrôle et la supervision de la DRHU et de l'UGP	Avant le 30 novembre 2013.	UGP/DRHU/Prestataires	

Mesure convenue	Date	Qui	Etat d'avancement
Composante 2 : Sécurisation foncière			
Informier et sensibiliser le Gouvernement sur l'importance des mesures d'accompagnement à la mise en œuvre du protocole avec la DGFOMR	Immédiatement	UGP/MASA	
Mettre en œuvre le contrat d'exécution passé entre l'UGP et la DGFOMR sur 24 villages test dans les six (06) communes pilotes	Octobre à décembre 2013	UGP et AR	
Réaliser des théâtres forums sur la gestion foncière et la prise en compte des groupes vulnérables (2/commune pilote)	Octobre – novembre 2013	UGP et AR	
Recruter des prestataires et tenir 6 ateliers communaux de renforcement des capacités des COGES sur les périmètres aménagés et les procédures de reconnaissance officielle des OP	Novembre 2013	UGP et AR	
Recruter des prestataires et tenir 6 ateliers communaux sur les procédures d'immatriculation des aménagements et infrastructures	Novembre 2013	UGP et AR	
Etablir un état des lieux sur la sécurisation foncière dans les anciens bas-fonds et périmètres maraichers aménagés et attirer l'attention des communes et STD concernées sur le respect des dispositions initialement prises dans le PV sur les sites où des difficultés seront constatées	Immédiatement	UGP et AR	
Organiser un voyage d'étude à Barani (province de la Kossi) sur la gestion pastorale	1 ^{ère} semaine de décembre 2013	UGP et AR	
Composante 3 : Développement durable des capacités productives			
Achever l'exécution de l'aménagement des périmètres maraichers et prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'appui conseil par les services techniques	Avant le 31.12.2013	UGP et AR	
Informier les COGES et les appuyer pour une évaluation des besoins urgents en moellons pour la protection des bas-fonds et assurer la collecte et la livraison des moellons avant l'achèvement du PDRD	Immédiatement	UGP et AR	
Sensibilisation continue des producteurs et des COGES des bas-fonds aménagés par les animateurs/animateuses du PDRD et les services techniques de l'agriculture	Action continue jusqu'à l'achèvement du PDRD puis poursuite par les STD	UGP et AR	
Attirer l'attention des communes et des services techniques à l'occasion des ateliers de transfert sur la nécessité d'inscrire l'entretien et le renforcement de la protection des aménagements dans leur PCD afin de mobiliser les ressources requises	Novembre 2013	UGP	
Tenue effective des ateliers sur les acquis de la recherche/développement et recherche de stratégies de diffusion des résultats	Novembre 2013	UGP/ structures de recherche	
Rendre disponible les fiches techniques et les traduire dans les langues locales et assurer une large diffusion de ces fiches	Novembre 2013	UGP/ structures de recherche	
Poursuite de la sensibilisation des CV sur les mécanismes de fonctionnement du fonds d'entrepreneuriat et sur la gestion du crédit	Novembre 2013	UGP, AP/FCPB	
Proposer un projet de convention de rétrocession du fonds d'entrepreneuriat à la non objection du FIDA	Octobre 2013	UGP	
Prévoir dans le protocole de rétrocession du fonds un dispositif de suivi de son fonctionnement après le PDRD afin d'en documenter la performance et l'impact	Octobre 2013	UGP	
Procéder à la rétrocession effective du fonds d'entrepreneuriat	Décembre 2013	Gouvernement	
Don FEM			
Sensibiliser les promotrices/promoteurs sur les responsabilités prises pour la mise en place des bosquets	Immédiatement et de façon continue	UGP et AR	
Réaliser des émissions radio sur la gestion foncière et la prise en compte des groupes défavorisés	Octobre 2013	UGP et AR	
Organiser des voyages d'études à Bama, Djibo et Pobé Mengao (Communes pilotes MCA-BF) sur la mise en place et le fonctionnement des SFR	Fin Octobre 2013	UGP et AR	
Publier les meilleures innovations et expériences de l'OPSF/PDRD	Courant Novembre 2013	UGP et AR	

Mesure convenue	Date	Qui	Etat d'avancement
Organiser des ateliers communaux (un par commune pilote) sur les bonnes pratiques de gestion durable des terres	1 ^{ère} quinzaine de Décembre 2013	UGP et AR	
Performance de l'exécution			
Maintenir une équipe restreinte au-delà de la date d'achèvement	31 décembre 2013	UGP	
Pour le personnel non retenu, procéder au paiement des indemnités de fin de service prévues dans les contrats	31 décembre 2013	UGP	
Conduire l'Enquête « benchmark » couplée à la réalisation de la troisième édition de l'enquête d'impact SYGRI	Novembre 2013	UGP/SE	
Conduire l'Etude d'impact institutionnel, (évaluation de l'offre technique achevée)	Décembre 2013	UGP/SE	
Conduire l'Etude de l'évolution du taux de couverture végétale du sol (TCVS)	Mars 2014	UGP/SE	
Réaliser l'Etude sur le taux de matière organique dans le sol (TMOS)	Février 2014	UGP/SE	
Réaliser l'étude du taux de régression des sols nus (TRSN)	Mars 2014	UGP/SE	
Poursuivre et accélérer la rédaction du rapport afin de le rendre disponible dans les délais requis	Décembre 2013	UGP/SE	
Développer la concertation avec les services techniques pour l'appui conseils aux producteurs sur les sites aménagés	Immédiatement	UGP	
Aspects Fiduciaires			
Prendre en considération les commentaires antérieurs du FIDA afin d'éviter de présenter des DRF comportant des dépenses « non éligibles ou insuffisamment justifiées »	Action continue	UGP	
Décaisser la deuxième tranche des fonds de contrepartie	30 septembre 2013	Gouvernement	
Mettre fin à la pratique de préfinancement et régulariser rapidement la situation des préfinancements antérieurs	Action immédiate	UGP	
Verser rapidement le montant retenu au titre de la contrepartie 2014 afin d'éviter d'engager des dépenses non éligibles	Janvier 2014	Gouvernement	
Rembourser le montant de 38 053 490 FCFA préfinancé par le FIDA et le montant de 19 324 558 FCFA préfinancé par le FEM	Aussitôt après décaissement de la deuxième tranche des fonds de contrepartie 2013	UGP	
Inscrire dans le budget 2014 de la Contrepartie Nationale un montant de 42 025 241 FCFA qui servira à rembourser au compte spécial du FIDA les dépenses non éligibles retenues dans la DRF 109	Action immédiate	Gouvernement	
Régulariser le montant de 600 249 FCFA préfinancé par le FIDA pour les dépenses imputables au FEM	Avant le 30 septembre 2013	UGP	
Envoyer à temps les états financiers 2013 au FIDA et effectuer l'audit 2013 dans les délais requis	Mars et avril 2014 respectivement	UGP	
Autres aspects			
Finaliser le rapport d'achèvement avec l'appui du FIDA	Juin 2014	UGP/SE	
Actualiser l'inventaire du patrimoine du programme	31 décembre 2013	UGP	
Prendre en charge les dépenses liées aux déplacements et aux indemnités des membres de la Commission en conformité avec l'article 9 de l'arrêté y relatif	Février 2014	UGP	
Réunir la commission pour procéder à la dévolution des biens du PDRD	Février 2014	UGP	

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

COMPOSANTE / SOUS COMPOSANTE OU PRODUITS	Composantes/sous composantes/ résultats intermédiaires attendus/ activités	Unité	Période : 1er janvier au 31 août 2013			Total effectif cumulé	Objectif lors de la pré - évaluation	Objectifs révisés lors de la revue à mi-parcours	%	Observations
			PTBA	Chiffres effectifs	%					
COMPOSANTE STRUCTURATION PAYSANNE										
Sous composante développement des capacités de gestion et de coordination participative										
Les capacités des membres OPA/CVD/CM/COGES sont renforcées sur des thèmes spécifiques	- Membres CVD/OPA/CM formés en organisation et fonctionnement interne d'une structure ;	Mbres CVD/OPA/CM	450	495	110,00%	5 896				
	- Membres CVD/OPA/CM formés au montage de projet et technique de recherche de financement ;	Mbres CVD/OPA/CM	150	144	96,00%	4 571				
	- Femmes et jeunes formés en techniques liées aux activités génératrices de revenus (AGR) ;	Femmes & jeunes	550	598	108,73%	1 003				
	- Membres des comités de gestion des bas fonds, des sites maraîchers et des infrastructures formés/recyclés ;	Membres	180	172	95,56%	3 375				
	- Femmes et jeunes formés en techniques spécifiques (foyers améliorés, construction de protégé jarres, production de compost, ...) ;	Femmes & jeunes	550	569	103,45%	2 661				
	- membres CVD/OPA formés sur les droits civils ;	Membres CVD/OPA	600	593	98,83%					
Les populations des 395 villages sont sensibilisés sur la prise en compte du genre	- Séances d'animation et de causeries débats organisées au profit des membres CVD/OPA/CM ;	Séances d'animation	14	18	128,57%					
Les populations bénéficiaires dans 395 villages cibles sont sensibilisées pour un changement de comportement avec l'appui des points focaux formés dans les villages	- Campagnes d'information, éducation et communication organisées avec les points focaux IEC ;	Villages	395	316	80,00%	395	374		105,61%	
	- Séances de théâtres forum sur la sécurisation foncière (activités d'IEC) organisées ;	Campagne IEC	2	2	100,00%	2				
	- Emissions radio sur la sécurisation foncière et l'inclusion des groupes communaux défavorisés diffusés ;	Campagne IEC	6	0	0,00%	1				En cours
La dimension environnementale est prise en compte dans l'enseignement primaire dans les écoles pilotes	- Ecoles pilotes touchées par la formation des enseignements en vue de la promotion de l'éducation environnementale ;	Ecoles	10	10	100,00%	42				
	- Micros projets environnementaux (bosquets scolaires, jardins scolaires, gestion des ordures et assainissement, ...) réalisés au niveau des écoles ;	Micro-projets	20	9	45,00%	39				
	- Sites d'infrastructures reboisés ;	Sites	10	10	100,00%					
	- Forêts villageoises villageoises aménagées ;	Bosquets	5	5	100,00%	33				
Les membres CVD/CM sont formés sur la planification/ gestion des ressources naturelles (RN)	- Membres CVD/CM formés sur la gouvernance environnementale ;	Agents STP	210	0	0,00%	249				Prévu pour le 4ème trimestre
Des échanges d'expériences, de concertation et de coordination sont réalisés au profit de 90 membres OPA/CVD/CM/COGES	- Voyages d'échanges d'expériences organisés au bénéfice des CVD/OPA/CM et des comités de gestion ;	Voyages d'échange	3	3	100,00%	39				
Sous composante fonds d'investissement communautaire (FIC)										
Les infrastructures socio économiques à base communautaire sont réalisées	- Pistes rurales construites/réhabilitées ;	Km	60	37,69	62,82%	78	120	100	77,69%	100 km de prévus dont 40 km et 60 km respectivement sur financement BOAD et OPEP. 37,694 km de pistes rurales sont réceptionnées dans le Zondoma; 26,907 km sont à 91,6 % dans le Loroum
	- CSPS de Pilimpikou achevé ;	CSPS	1			11	9		122,22%	Contrat de construction du CSPS de Pilimpikou annulé : un nouveau CSPS vient d'être mis en place par un autre financement
	- Complexes scolaires construits ;	Complexe scolaire	2	0	45,00%	10	9		111,11%	Les deux chantiers de Ronga (Yatenga) et Niondégé (Passoré) sont en cours depuis le 14/06/2013

Burkina Faso
Programme de développement rural durable (PDRD)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 09 au 23 septembre 2013
Appendice 4: Etat d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

COMPOSANTE / SOUS COMPOSANTE OU PRODUITS	Composantes/sous composantes/ résultats intermédiaires attendus/ activités	Unité	Période : 1er janvier au 31 août 2013			Total effectif cumulé	Objectif lors de la pré - évaluation	Objectifs révisés lors de la revue à mi-parcours	%	Observations
			PTBA	Chiffres effectifs	%					
COMPOSANTE SECURISATION FONCIERE										
Les expériences réussies et les acquis en matière de sécurisation foncières sont consolidés et capitalisés	- Voyages d'études organisés dans la zone d'intervention du MCA-BF (commune de Djibo et de Bama) et dans la zone pastorale de la Barani dans la Kossi ;	Voyages d'études	3	0	0,00%	2				
Les structures locales de gestion du foncier (SFR et CFV) sont mises en place dans les Communes pilotes et leurs capacités sont renforcées sur des thèmes spécifiques liés à la sécurisation foncière ;	- Personnels des SFR recrutés dans les six (06) Communes pilotes (Guibaré, Gomponsom, Tougo, Oula, Banh et Titao) ;	Agents	12	0	0,00%	0				Activités à réaliser par les Communes avec l'appui du Programme au cours du 4ème trimestre
	- Personnels des SFR bénéficiaires de formation professionnelle ;	Agents	12	0	0,00%	0				
	- Protocole de collaboration avec la DGFOMR/ MATDS /MJ ;	Protocole	1	1	100,00%	1				
Six Communes pilotes sont dotées en mobiliers de bureau au profit des services fonciers ruraux	- Mobiliers de bureau acquis au profit des services fonciers ruraux (SFR) des Communes pilotes ;	Mobiliers de bureau	10	10	100,00%	10				
Les actions ciblées sur les thématiques FEM sont mises en œuvre	- Plans de gestion et d'aménagement des berges et forêts du Nakambé (commune de Guibaré),du barrage de Tougo (commune de Namissiguima) et du barrage de Toécé (commune de Gomponsom) réalisés ;	Etude	3	0	0,00%	0	6		0,00%	Dépouillement des manifestations d'intérêt en cours
	- Etude d'élaboration d'une base de données et de développement d'un système d'information foncier (SIF) spatialisé ;	Etude	1	0	0,00%	0	1		0,00%	Dépouillement des manifestations d'intérêt en cours
	- Etude de faisabilité en vue de l'identification d'actions possibles de développement des marchés des services environnementaux réalisée ;	Etude	1	0	0,00%	0				Dépouillement des manifestations d'intérêt en cours
	- Ateliers communaux de formation sur les bonnes pratiques de GDT réalisés ;	Atelier	6	0	0,00%	0	6		0,00%	Prévu pour le 4ème trimestre 2013
	- Publications sur meilleurs expériences de l'OPSF du PDRD réalisées ;	Publications	1	0	0,00%	0				Prévu pour le 4ème trimestre 2013
Les acteurs ont acquis des compétences pour assurer la gestion légale et paisible des périmètres maraichers et des bas-fonds riziocoles	- Superficie des périmètres maraichers et bas-fonds riziocoles des communes pilotes délimités et bornés ;	Ha	100	0	0,00%	0				Dépouillement des manifestations d'intérêt en cours
	- Ateliers communaux sur la mise en place et la gestion des coopératives maraichères et riziocoles organisés ;	Atelier communal	6	0	0,00%	0				
	- Ateliers communaux sur la domalisation des transaction foncière entre l'Etat et les communes rurales dans le processus de mise en œuvre de la RAF, la loi 034 portant régime foncier rural et les cahiers de charges généraux organisés ;	Atelier communal	6	6	100,00%	6				Communes pilotes touchées : Gomponsom, Tougo, Guibaré, Titao, Oula et Banh
	- Ateliers communaux de formation des CFV sur les procédures de gestion foncière dans les villages des communes rurales organisés ;	Atelier communal	6	0	0,00%	0				
	- Ateliers communaux de formation des CCFV sur la GAC basée sur le système moderne et traditionnel organisés ;	Atelier communal	6	2	33,33%	2				Les quatre autres ateliers sont prévus pour le 4ème trimestre

Burkina Faso
Programme de développement rural durable (PDRD)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 09 au 23 septembre 2013
Appendice 4: Etat d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

COMPOSANTE / SOUS COMPOSANTE OU PRODUITS	Composantes/sous composantes/ résultats intermédiaires attendus/ activités	Unité	Période : 1er janvier au 31 août 2013			Total effectif cumulé	Objectif lors de la pré - évaluation	Objectifs révisés lors de la revue à mi-parcours	%	Observations
			PTBA	Chiffres effectifs	%					
COMPOSANTE DEVELOPPEMENT DURABLE DES CAPACITES PRODUCTIVES										
Sous composante aménagement des bassins versants										
Les terres dégradées sont aménagées	- Superficie d'aménagementnt de cordons pierreux et digue filtrante ;	Ha	1 168	1 595,00	136,56%	25 319,3	56 500	29 475,0	85,90%	
	- Superficie d'aménagement de zaï et demi lunes ;	Ha	1 420	1 895,10	133,46%	36 671,1	12 000		305,59%	
Les zones de bas-fonds sont aménagés et redistribués	- Superficie de bas fonds riziocoles riziocoles aménagés ;	Ha	50	85,5	171,00%	1 140,5	750		152,07%	
Les périmètres maraichers sont aménagés et redistribués	- Superficie de périmètres maraichers aménagés ;	Ha	55	0	0,00%	568,8	750		75,84%	Prévu pour le 4ème trimestre
Sous composante diversification et intensification agricoles										
100 nouveaux paysans facilitateurs sont formés	- Paysans facilitateurs identifiés et formés ;	Paysan facilitateur	100	98	98,00%	1 174	1 386	848	138,44%	Paysans facilitateurs en productions végétales (79) et en productions animales (19)
Les thèmes d'intensification des productions agricoles sont vulgarisés à travers la mise en place de champs d'apprentissage et l'organisation de visites commentées	- Champs d'apprentissage mise en place ;	Champs d'apprentissage	100	79	79,00%	830	1 386	848	97,88%	Champ d'apprentissage en production végétale
	- Visites commentées communales organisées ;	Visite	18	0	0,00%	83				Prévu pour le 4ème trimestre
Les résultats des tests d'adaptation d'options technologiques sont capitalisés sous forme de fiches techniques, de posters, d'articles de publications pour la diffusion à grande échelle	- Recueils de fiches techniques, d'articles de capitalisation élaborés sur les innovations issues des activités de recherche accompagnement et des meilleures expériences ;	Fiche technique	10	0	0,00%	10				Prévu pour le 4ème trimestre
	- Recueils de fiches techniques, d'articles de capitalisation sur les innovations traduits en langues nationales (mooré, fulfuldé, ...) ;	Fiche technique	10	0	0,00%					Prévu pour le 4ème trimestre
	- Fiches techniques traduites multipliées/diffusées dans la zone d'intervention du Programme ;	Villages	10	0	0,00%					Prévu pour le 4ème trimestre
Des ateliers de restitution /validation des documents de capitalisation sont organisés au profit des acteurs impliqués dans l'exécution du PDRD	- Ateliers de validation des résultats et des documents de capitalisation organisés ;	Ateliers provinciaux	5	0	0,00%					En cours
Sous composante appui aux activités génératrices de revenus										
Les anciennes CV sont consolidées et de nouvelles structures villageoises de crédit sont créées afin d'améliorer l'accès des populations aux services des caisses populaires ;	- Anciennes structures villageoises de crédit consolidées ;	CV consolidée	500	1248	249,60%					
	- Nouvelles caisses villageoises (CV) mises en place ;	Caisse villageoise	50	30	60,00%	832	100		832,00%	
Les capacités des Organisations Paysannes de femmes et de jeunes ainsi que les membres des CV, ACI et des CFC sont renforcées à travers des appui/conseils	- Montant de crédit octroyé aux membres des CV, ACI et CFC ;	X 1 000 F.CFA	150 000	222 535	148,36%	2 467 660				
Le fonds d'entrepreneariat est disponible et permet aux femmes et jeunes de développer leurs AGR	- Montant du fonds d'entrepreneariat mise en place ;	X 1 000 F.CFA	10 000	0	0,00%	20 000				En cours

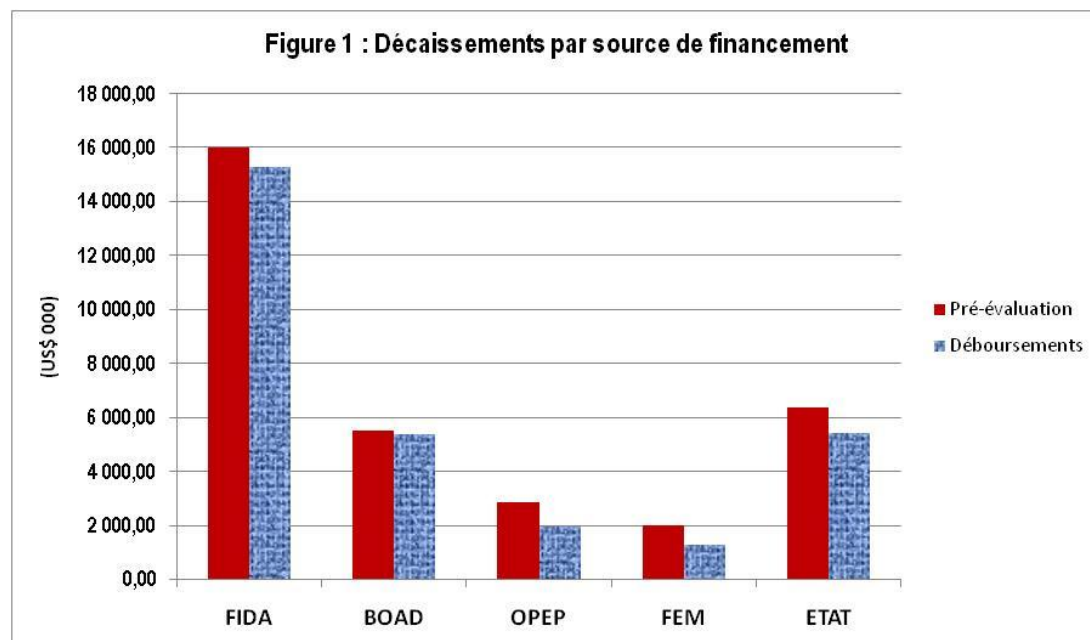
Burkina Faso
Programme de développement rural durable (PDRD)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 09 au 23 septembre 2013
Appendice 4: Etat d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

COMPOSANTE / SOUS COMPOSANTE OU PRODUITS	Composantes/sous composantes/ résultats intermédiaires attendus/ activités	Unité	Période : 1er janvier au 31 août 2013			Total effectif cumulé	Objectif lors de la pré - évaluation	Objectifs révisés lors de la revue à mi-parcours	%	Observations
			PTBA	Chiffres effectifs	%					
COMPOSANTE ORGANISATION ET GESTION DU PROGRAMME										
Sous composante suivi évaluation										
Le suivi interne et le SIG du Programme sont assurés, les bulletins périodiques et tableaux de bord, les tableaux récapitulatifs et les supports cartographiques sont régulièrement édités ;	- Atelier régional de mise à jour des tableaux recapitulatifs par site/village des réalisations ;	Ateliers régionaux	3	0	0,00%	3				Prévu pour le 4ème trimestre
Les communautés villageoises sont impliquées dans le SEP et participent activement à l'appréciation des effets/impacts des réalisations du Programme ;	- Séances villageoises d'évaluation des effets/impacts des réalisations du Programme tenues ;	Séances villageoises	62	62	100,00%					
	- Ateliers participatifs communaux de restitution/enrichissement des résultats des auto évaluations organisés ;	Ateliers SEP communaux	6	0	0,00%					Prévu pour le 4ème trimestre
Trois (3) enquêtes légères sont réalisées en vue de renseigner les indicateurs d'effet/impact du PDRD ;	- Enquêtes légères réalisées ;	Enquêtes	3	2	66,67%	5				Deux enquêtes légères sont élaborées et en cours de lancement
Une enquête de benchmark est réalisée auprès des bénéficiaires en vue de l'appréciation des changements de comportement et de conduite ;	- Enquête "benchmark" réalisée ;	Enquêtes	1	0						Prévu pour octobre 2013
Les études d'impact du Programme sont réalisés ;	- Enquête d'impact SYGRI réalisée	Etudes	1	0	0,00%	2	3		66,67%	Prévu pour octobre 2013
	- Etudes d'impact environnemental ("taux de regression des sols nus", "taux de couverture végétale du sol" et "taux de matière organique du sol") des bassins versants réalisées ;	Etudes	3	0	0,00%	3	9	6	50,00%	Dépouillement des DAO en cours à la DMP/MASA
	- Etude d'impact institutionnel du Programme	Etudes	1	0	0,00%	1	3	2	50,00%	" "
Les méthodes et techniques acquises au cours de la formation des cadres sont valorisées et la gestion des savoir et innovations est promue en vue de la capitalisation des meilleures expériences ;	- Atelier de mise en commun et de production d'articles de capitalisation des connaissances et des meilleures expériences réalisé ;	Articles de capitalisation	10	0	0,00%					Prévu pour le 4ème trimestre
Trois (3) ateliers régionaux et un (1) atelier national sont organisés en vue de la concertation entre les parties prenantes autour du bilan du Programme	- Ateliers régionaux de bilan organisés ;	Ateliers	3	0	0,00%	18				Prévu pour le 4ème trimestre
	- Atelier national de bilan organisé ;	Ateliers	1	0	0,00%	6				Prévu pour le 4ème trimestre
TOTAL PDRD					52,59%					

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

Bailleurs de fonds	Pré-évaluation	Déboursements	% Déboursements
FIDA	16 028,40	15 303,27	95,48
BOAD	5 535,00	5 401,42	97,59
OPEP	2 890,00	1 960,43	67,83
FEM	2 016,00	1 300,86	64,53
ETAT	6 410,00	5 428,30	84,68
TOTAL	32 879,40	29 394,28	89,40



Burkina Faso

Programme de développement rural durable (PDRD)

Rapport de supervision - Dates de la mission: 09 au 23 septembre 2013

Appendice 5: Aspects financiers : performance financière effective par bailleurs de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

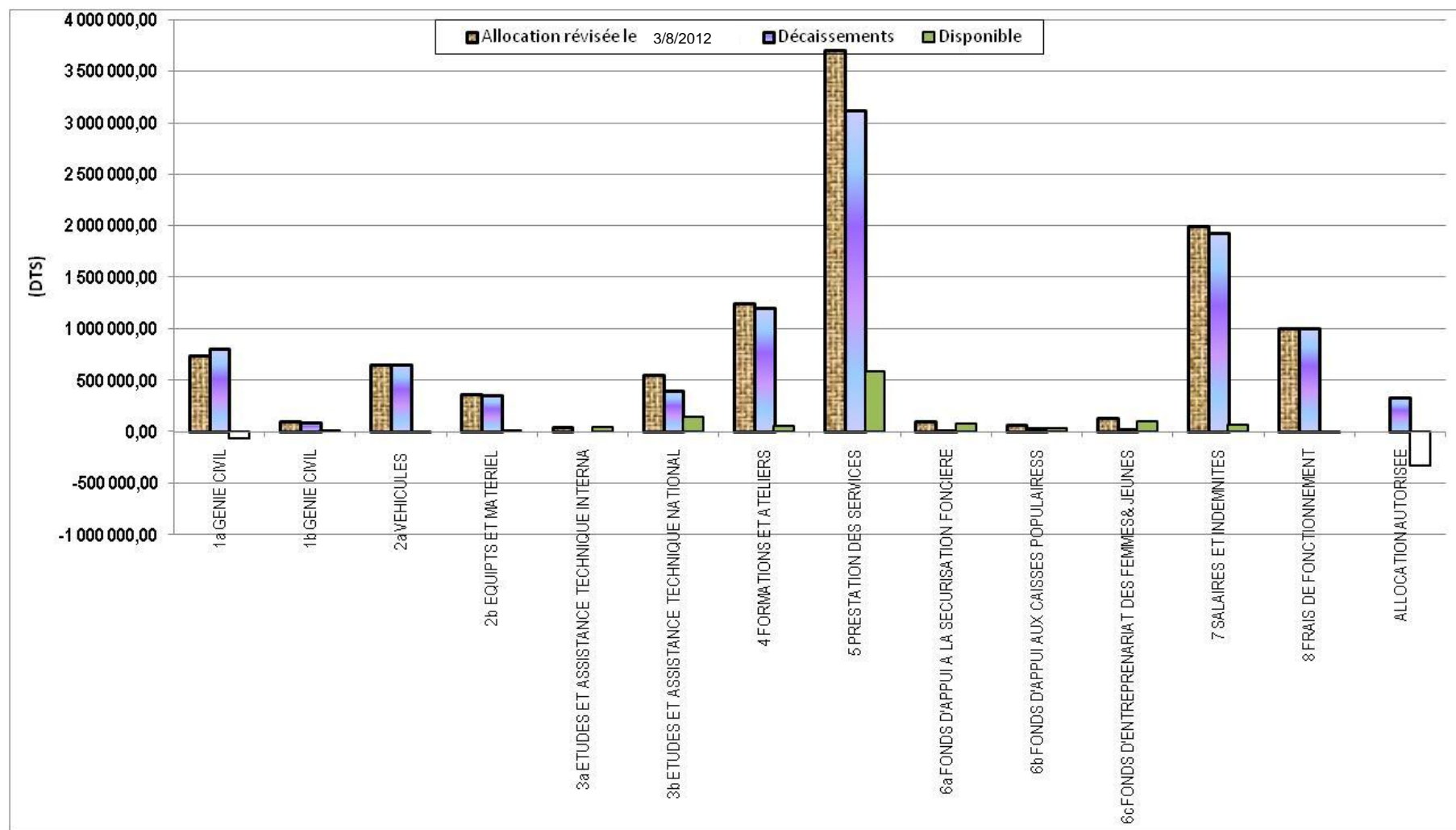
Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

Composantes	Prêt FIDA			Cofinancement (BOAD)			ETAT			FEM			OPEP			Bénéficiaires			Total		
	Montant approuvé	Montant réalisé	%	Montant approuvé	Montant réalisé	%	Montant approuvé	Montant réalisé	%	Montant approuvé	Montant réalisé	%	Montant approuvé	Montant	%	Montant approuvé	Montant réel	%	Montant approuvé	Montant réalisé	%
Structuration Paysanne	1 427 100,00	1 440 357,36	100,93	3 000 000,00	2 896 802,27	96,56	2 025 074,60	963 202,33	47,56	276 100,00	86 451,07	31,31	924 423,20	1 180 502,17	127,70		80784,62		7 652 697,80	6 567 315,20	85,82
Sécurisation Foncière	598 800,00	319 967,25	53,43				48 400,60	2 932,12	6,06	224 100,00	84 171,41	37,56							871 300,60	407 070,78	46,72
Développement DCP	3 398 000,00	2 563 380,00	75,44				1 093 972,80	195 301,52	17,85	483 200,00	223 966,77	46,35	639 776,80	43 228,50	6,76		1698623,98		5 614 949,60	4 724 500,77	84,14
Organisation & Gestion P	3 277 300,00	3 895 348,92	118,86				306 772,00	1 785 574,53	582,05	109 900,00	184 378,20	167,77		1 074,67					3 693 972,00	5 866 376,32	158,81
Total	8 701 200,00	8 219 053,53	94,46	3 000 000,00	2 896 802,27	96,56	3 474 220,00	2 947 010,50	84,83	1 093 300,00	578 967,45	52,96	1 564 200,00	1 224 805,34	78,30	1 643 700,00	1698623,98	103,34	19 476 620,00	17 565 263,07	90,19

Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 12-09-2013)

CATEGORIE / DESCRIPTION	Allocation initiale	Allocation révisée le 03/08/2013	Décaissements	Disponible	% Décaissement
1a GENIE CIVIL	540 000,00	740 000,00	804 093,11	-64 093,11	-8,66
1b GENIE CIVIL	60 000,00	100 000,00	90 221,33	9 778,67	90,22
2a VEHICULES	470 000,00	650 000,00	647 053,00	2 947,00	99,55
2b EQUIPEMENTS ET MATERIEL	350 000,00	360 000,00	348 333,34	11 666,66	96,76
3a ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE INTERNATIONAL	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00
3b ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE NATIONAL	950 000,00	550 000,00	402 367,60	147 632,40	73,16
4 FORMATIONS ET ATELIERS	1 500 000,00	1 250 000,00	1 196 919,66	53 080,34	95,75
5 PRESTATION DES SERVICES	2 790 000,00	3 700 000,00	3 114 954,64	585 045,36	84,19
6a FONDS D'APPUI A LA SECURISATION FONCIERE	240 000,00	100 000,00	15 278,90	84 721,10	15,28
6b FONDS D'APPUI AUX CAISSES POPULAIRES	640 000,00	70 000,00	34 660,87	35 339,13	49,52
6c FONDS D'ENTREPRENARIAT DES FEMMES & JEUNES	130 000,00	130 000,00	25 674,47	104 325,53	19,75
7 SALAIRES ET INDEMNITES	1 380 000,00	2 000 000,00	1 928 925,76	71 074,24	96,45
8 FRAIS DE FONCTIONNEMENT	540 000,00	1 000 000,00	1 007 129,95	-7 129,95	100,71
ALLOCATION AUTORISEE			328 278,10	-328 278,10	#DIV/0!
NON ALLOUE	1 060 000,00				
Total général	10 700 000,00	10 700 000,00	9 943 890,73	756 109,27	92,93

Figure 2: Décaissement au titre des prêts/dons du FIDA: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/au 31 août 2013	Observations
Section 3.03	L'emprunteur ouvre et tient auprès du Trésor public un compte libellé en FCFA pour les opérations relatives au Programme. Le compte du Programme sera géré par le Coordonnateur de l'UGP et le RAF de l'UGP sous le principe de la double signature	65 millions	Exécuté	Le Gouvernement a versé les 65 millions comme prévu
Section 3.05 c	L'emprunteur mettra à la disposition de l'UGP la somme de 100 000 USD pour couvrir les besoins de la première année. L'emprunteur reconstituera annuellement le compte du Programme en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans les PTBA relatifs à l'année du Programme considéré	Avant premier décaissement Annuellement	Exécuté	
Section 3.06	Les marchés de biens, de travaux de génie civil et de services nécessaires au Programme et financés à l'aide des fonds provenant du prêt sont passés conformément aux dispositions de l'annexe 4	Annuellement	Exécuté	Acquisition des biens, travaux et services sont passées conformément aux procédures d'appels d'offres ouverts
Annexe 3a	L'emprunteur assure le personnel du Programme contre les risques de maladie et d'accident selon les pratiques habituelles en vigueur sur son territoire		Exécuté	Dès l'acquisition des véhicules, les polices d'assurance sont établies après appel à la concurrence ;
Section 5.02	L'emprunteur fait procéder chaque année fiscale à l'audit des comptes relatifs au Programme par les auditeurs	Annuellement	Exécuté	Six audits ont été réalisés à ce jour et conformément au délai imparti (avant le 30 juin de l'année) sauf pour l'audit 2012 non encore
Section 4.02	L'agent principal du Programme soumet annuellement au Fonds des rapports d'activités sur l'exécution du Programme. Des rapports d'activités sont établis semestriellement par l'UGP	Annuellement et semestriellement	Exécuté	Sept rapports annuels d'activité ont été régulièrement soumis au Fonds. 21 rapports trimestriels ont été également élaborés et soumis au Fonds
Section 3.02	Le projet de PTBA sera soumis pour approbation au Comité de Pilotage avant d'être envoyé au Fonds pour commentaire et approbation	Annuellement	Exécuté	8 projets de PTBA ont été soumis au Comité de Pilotage et au Fonds pour approbation
Section 4.03a	L'agent principal du Programme et le Fonds procèdent conjointement à un examen de l'exécution du Programme au plus tard à la fin de la troisième année du Programme (« l'examen a mi-parcours »)	Après 3 années d'exécution	Exécuté	L'examen à mi-parcours a eu lieu du 15 au 31 mars 2009
Section 11.01 a	Les prêts et les paiements des frais de services du prêt sont exonérés d'impôts et les et les paiements des frais de services du prêt sont faits nets du tout impôt.	Période d'exécution du programme	Exécuté	Les biens et services acquis sur les ressources du Prêt FIDA sont exonérés de tous droits et taxes
b	Les documents relatifs au prêt sont exonérés de taxe sur la signature, la délivrance ou l'enregistrement		Exécuté	

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Dans la perspective de sa clôture, le PDRD a accordé une attention particulière à la gestion des savoirs et des innovations. A cet effet, des séances de communication, des ateliers et sessions de formations techniques, des voyages d'études et la capitalisation des connaissances et des innovations, ont été les centres d'intérêt privilégiés du PTBA 2013. A la date du 31/08/2013, les acquis se présentent comme suit :

☞ **Séances de communication sur le PDRD** : Ces rencontres d'information et de sensibilisation constituent des tâches permanentes depuis le démarrage des activités du Programme en 2006. Au cours de cette dernière année d'exécution du PDRD, l'objectif visé est de faire en sorte que les différentes parties prenantes (populations bénéficiaires, structures partenaires) participent à la mise en œuvre des activités planifiées et à la capitalisation des acquis tout en s'engageant pour la pérennisation des actions réalisées. Les thèmes d'animation développés et soutenus par des représentations théâtrales ont porté sur : *les droits et devoirs des enfants, le mariage forcé, l'excision, la scolarisation des filles, les rôles des acteurs de la décentralisation, les effets des sites aurifères sur les actions de développement*, etc. Ces rencontres ont favorisé une prise de conscience accrue des effets négatifs de certaines pratiques traditionnelles et la nécessité d'un changement de comportement en phase avec les actions d'amélioration du cadre et des conditions de vie.

Par ailleurs, dans le cadre de l'opération pilote de sécurisation foncière, des séances d'IEC et des émissions radiophoniques ont été réalisées ainsi que des représentations théâtrales dont le but est de favoriser une bonne intégration des diverses catégories sociales dans la gestion des ressources naturelles,

☞ **Actions de renforcement capacitaire des acteurs** : l'objectif visé par ces actions est de renforcer les compétences techniques et organisationnelles des acteurs, de les motiver à participer activement aux activités planifiées et à prendre en charge les actions qu'ils initient. Les principaux thèmes dispensés sont :

- *l'organisation et le fonctionnement interne d'une structure* au bénéfice de 495 membres des CVD, CM, OPA et CdG des infrastructures rurales financées par le PDRD ;
- *les techniques liées aux AGR*, (maraîchage, embouche, transformation et conservation des produits maraîchers, fabrication du savon et du pain sucré, etc.) au profit de 598 femmes et jeunes;
- *les techniques d'élaboration de micros projets et la recherche de financement* ont impliqué 144 membres des CVD dont 16 femmes;
- *la préservation et la gestion de l'environnement*, avec la construction et l'utilisation des foyers, et les protèges jarres, la valorisation des produits forestiers non ligneux, la production du compost, au profit de 569 personnes dont 485 femmes;
- *l'approche genre et développement* au profit de 593 points focaux IEC, leaders formés en genre dans le domaine de la gouvernance locale, des droits civils, politiques économiques, sociaux et culturels de la personne et de la famille ;
- *la formation de 15 artisans locaux sur la fabrication de la dent IR12 et les harnachements (jougs, colliers) pour la pratique du zai à traction animale*

En vue d'une formalisation des transactions foncières, 6 ateliers communaux sur l'appropriation des outils et instruments juridiques de mise en œuvre de la loi sur le régime foncier rural ont été organisés dans les 5 communes pilotes.

☞ **Tenue d'ateliers de réflexion et de partage des savoirs** : suite aux visites d'échanges effectuées et aux différentes formations dispensées au cours de l'année 2012 et en étroite collaboration avec le dispositif d'appui-conseil des Antennes Régionale, les participants issus de

différents villages ont organisé des rencontres de restitution des acquis au bénéfice de 2 300 personnes dont 1 370 femmes en provenance de 39 villages. Il est important de noter l'organisation de 63 causeries-débats ayant impliqué plus de 5 500 personnes dont 2700 femmes sur la restitution des ateliers genre.

☞ **Tenue de réunions sur la vie du Programme :** *Pour une meilleure communication* sur la vie du Programme, des rencontres ont été organisées entre les cadres des AR et ceux de 'UGP élargies à des partenaires techniques et des prestataires de services sur la mise en œuvre des activités, et les conditions de succès des missions d'appui et de supervision des partenaires techniques et financiers.

Innovation

L'année 2013 a été mise à profit pour la diffusion du paquet technologique dont l'application participe à l'amélioration de la productivité agricole et à la gestion durable des ressources naturelles. En outre, le PDRD a poursuivi la vulgarisation des bonnes pratiques de conservation des eaux et des sols et d'agroforesterie (cordons pierreux, demi-lunes, zaï manuel et mécanique, végétalisation herbacée et arbustive des cordons pierreux, production et l'utilisation de la fumure organique) à travers l'approche champ école des producteurs (FFS). A ce titre 98 nouveaux paysans facilitateurs ont été formés, portant à 1 169 le nombre de paysans relais participant à la promotion des innovations techniques. A cela, il faut associer le développement du système de warrantage en cours d'expérimentation au Zondoma et au Yatenga en partenariat avec l'Union des Caisses Populaires du Nord.

Le PDRD a formé les membres des CVD de 62 villages-échantillons sur la méthode et les outils du Suivi-Evaluation Participatif (SEP). Sur la base des acquis de cette formation, les agents du Programme et des services partenaires ont appuyé ces acteurs à la tenue de séances d'auto-évaluation communautaires. L'outil « Arbre de vérité » centré sur l'appréciation des résultats selon 4 critères (efficacité, efficience, pertinence et impact) a été utilisé et a permis de recueillir les points de vue des acteurs locaux sur l'apport du Programme à l'amélioration de leurs cadres et conditions de vie. Le Programme a bénéficié de la collaboration de l'INERA et des Dons d'Assistance Technique (TAG) du FIDA en partenariat avec l'IFDC, l'ICRISAT et l'ICRAF.
